



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

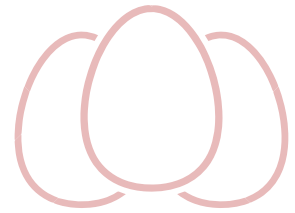


FranceAgriMer

ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Viandes blanches

LES
ÉTUDES



Veille concurrentielle
internationale œufs
et ovoproduits

Données 2021

Veille concurrentielle internationale œufs et ovoproduits

Synthèse 2021

Sommaire

Sommaire	II
Table des illustrations.....	II
INTRODUCTION.....	IV
AXE 1 : ENVIRONNEMENT MACROÉCONOMIQUE (130 points).....	1
AXE 2 : MAITRISE DES FACTEURS NATURELS (130 points).....	3
AXE 3 : POTENTIEL DE PRODUCTION ET COMPÉTITIVITÉ COUT (200 points)	5
AXE 4 : DEGRE D'ORGANISATION DE LA FILIERE ET DE SOUTIEN PUBLIC (150 points).....	8
AXE 5 : PORTEFEUILLE DE MARCHE ET ÉQUILIBRE DES FLUX (150 points)	10
AXE 6 : CAPACITÉ DES OPÉRATEURS À CONQUERIR LES MARCHÉS (240 points).....	13
CONCLUSION.....	17
SUJET DE FOCUS : CONFLIT EN UKRAINE.....	21
SUJET DE FOCUS : IAHP AUX ÉTATS-UNIS.....	27

Table des illustrations

Figure 1: Évolution de la production mondiale d'œufs par grandes régions géographiques, 1990-2021.....	VII
Figure 2 : Évolution de la production mondiale en ovoproduits.....	VII
Figure 3 : Parts du marché d'œufs coquille et ovoproduits en valeur, en 2019 et 2021	VIII
Figure 4. Évolutions des exportations mondiales d'œufs et ovoproduits (hors intra UE et intra Chine-Hong-Kong).....	VIII
Figure 5 : Évolution interannuelle du PIB à parité pouvoir d'achat en dollar constant entre 2018 et 2021.....	2
Figure 6: Évolution du taux de change N/N-1 par rapport à l'euro dans les pays de la veille.....	2
Figure 7: Relation entre dépenses alimentaires des ménages et part d'ovoproduits dans la consommation d'œufs en 2021.....	2
Figure 8. Ratio importations / disponible pour des matières premières destinées à l'alimentation animale : céréales (blé + maïs) et oléo-protéagineux (soja + tournesol), 2021.....	4
Figure 9. Temps de résolution moyen des épizooties sur les 3 dernières années (jours), 2021.....	4

Figure 10 : Comparaison du coût de production de l'œuf coquille dans les pays de la veille, 2021	7
Figure 11. Cheptel de pondeuses 2021 et évolution par rapport à la moyenne triennale 2018-2020.....	7
Figure 12 : Part de la production exportée, nombre de pays clients pour atteindre 80% de la valeur exportée et valeur totale des exportations d'œufs et d'ovoproduits (taille des bulles) pour l'année 2021 et évolution par rapport à 2020.....	12
Figure 13 : Portefeuille produit des exportations d'œufs et d'ovoproduits en 2021 (valeur) et prix	12
Figure 14 : Croissance des débouchés	15
Figure 15: Evolution des importations dans certains marchés cible en valeur et l'évolution de la position des principaux fournisseurs entre 2020 et 2021.....	16
Figure 16. Scoring final entre pays de la veille concurrentielle pour l'année 2021	20
Figure 17. Évolution du scoring normalisé entre 2019 et 2021	20
Figure 18: Nombre moyen de poules pondeuses commerciales par Oblast en Ukraine (2021)	22
Figure 19: Évolution du cheptel de poules pondeuses commerciales en Ukraine.....	23
Figure 20: Évolution des exportations ukrainiennes d'œufs et ovoproduits.....	23
Figure 21: Évolution des exportations ukrainiennes d'œufs et ovoproduits sur 10 mois 2019-2022.....	24
Figure 22: Coût de production de l'œuf en coquille - S1 2022*.....	26
Figure 23: Nombre de foyers d'IAHP par pays depuis 2020.....	27
Figure 14: Répartition de nombre de foyers d'IAHP en France par production 2021/2022.....	28
Figure 25: Répartition de nombre de volailles abattues par espèce en Europe - 2021/2022 (1 000 têtes).....	28
Figure 26: Répartition de nombre de volailles abattues par espèce aux États-Unis en 2022 (millions de têtes).....	29
Figure 27: Évolution mensuelle du cheptel de pondeuses en production et le taux de ponte (millions de têtes).....	30
Figure 28: Évolution des exportations mondiales d'œufs coquille et ovoproduits entre 2019-2022.....	31

INTRODUCTION

FranceAgriMer suit l'évolution de la compétitivité de la filière œufs française, tant sur les œufs coquille que sur les ovoproduits sur l'ensemble de ses marchés : France, Europe et hors Europe depuis 2014. La filière française est comparée à 16 pays concurrents ou potentiels concurrents à travers le monde. La moitié (7 pays) est des pays européens : Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Pologne, Danemark, Espagne, Italie. L'autre moitié est des pays significatifs sur les marchés mondiaux des œufs situés en dehors de l'Union européenne : Royaume-Uni, Ukraine, Turquie, États-Unis, Argentine, Mexique, Chine, Inde et Russie.

Le périmètre d'analyse de cette veille est circonscrit, autant que le permettent les statistiques disponibles, aux œufs de poules destinés à la consommation, à l'exclusion des œufs à couver et des œufs des autres espèces, ainsi que des ovoproduits.

L'objectif de cet outil est de suivre de manière cohérente dans le temps, les évolutions des facteurs affectant la compétitivité de la filière française par rapport à ses principaux concurrents au travers de 6 axes cohérents avec les autres veilles réalisées par FranceAgriMer :

- l'influence de l'environnement macro-économique sur les filières ;
- la maîtrise des facteurs naturels et, en particulier, sanitaires ;
- l'évolution du potentiel de production et des coûts de production ;
- le degré d'organisation de la filière et le soutien des pouvoirs publics ;
- le portefeuille de marché et l'équilibre des flux ;
- la capacité des opérateurs à conquérir les marchés.

L'appréciation du différentiel de compétitivité de la filière française par rapport aux concurrents précités et de son évolution se base sur une méthode de scoring pour chacun des 6 axes.

- Repères sur le marché à la production des œufs et ovoproduits mondiaux

Après une année 2020 chahutée par la Covid-19, où la production a été légèrement impactée principalement en ovoproduits, l'année 2021 a connu une vague de l'IAHP qui a touché l'Asie (Corée du Sud et Japon) et la Pologne. Cela a pesé sur la production mondiale et les disponibilités. Au global 2 300 de foyers de l'IAHP ont été détectés dans les élevages en 2021 avec plus de 66 % localisés en Europe.

En 2021, la production mondiale d'œufs estimée s'établissait à 79,7 millions de tonnes équivalent œuf coquille (téoc), en baisse de 1,1 % par rapport à 2020, contre un rythme de croissance de +2,3 % en moyenne annuelle sur la période 2000-2020 (cf. figure 2). Le périmètre des pays étudiés dans la veille couvre 65 % de la production mondiale, en progression de 3 points par rapport à 2014, l'année de début de la veille, mais en retrait de 4 points par rapport à 2020 suite à la baisse de la production (-1,4%) des pays de la veille.

L'Asie de l'Est et du Sud-Est représente environ la moitié de la production mondiale et entre 2001 et 2021 a représenté près de 37 % de l'accroissement de la production

mondiale. Les poids lourds de cette zone sont la Chine (1/3 de la production mondiale), l'Inde, l'Indonésie et le Japon.

L'Amérique (nord et sud) représente environ 21 % de la production mondiale et a connu, sur une longue période, une croissance légèrement supérieure au rythme mondial : + 2,5 % par an en moyenne contre + 2,3 %. La dynamique y a été forte dans les principaux pays producteurs de la région (États-Unis, Brésil et Mexique) mais également dans un certain nombre de plus petits pays : Argentine, Canada, Colombie, Chili, Pérou.

L'Asie du Sud a connu une croissance de sa production d'œufs remarquable depuis les années 2000, progressant de + 4,4 % par an, portée par la dynamique indienne et pakistanaise. La zone représente en 2021 plus de 9 % de la production mondiale.

La production a également crû significativement en Afrique du Nord et au Moyen-Orient (+3,4 % par an) ainsi que dans les pays de l'ex-URSS (+2,5 % par an).

Dans ce contexte, la production européenne (États membres de l'Union européenne et autres) n'a progressé que de + 0,9 % par an, représentant 9 % de la production mondiale en 2021, et reflétant une stabilité sur la longue durée dans les principaux pays producteurs au cœur de l'Union européenne : Pays-Bas, Belgique, Allemagne, Italie. Dans le même temps, la production a été un peu plus dynamique chez notre voisin d'outre-Manche le Royaume-Uni, mais également en Espagne, particulièrement depuis 2013, ainsi qu'en Pologne qui a connu une forte dynamique avant son accession à l'Union européenne et dont la production s'est ensuite relativement stabilisée.

Contrairement à la production d'œufs, celle d'ovoproduits issus de la transformation des œufs est nettement plus concentrée géographiquement. Elle est estimée à 5,9 millions de téoc en 2021, en hausse de 4,0 % par rapport à 2020 (cf. figure 3), après avoir connu une forte baisse en 2020 (-3,8%) en conséquence de la crise sanitaire avec la fermeture du secteur RHD et les perturbations liées à l'export. Le périmètre des pays étudiés dans la veille couvre 79 % de la production mondiale d'ovoproduits. Au niveau mondial, l'Union européenne et les États-Unis sont les principaux producteurs d'ovoproduits avec respectivement 30 % et 31 % de la production mondiale, suivis par le Japon (12 %).

Depuis 2012, on constate un développement régulier de la transformation des œufs (+ 3,8 %/an) : la part des œufs transformés en ovoproduits au niveau mondial est estimée à 7,3 % en 2021 contre 6,3 % en 2012.

➤ Les échanges internationaux

Après une période de baisse des exportations entre 2010 et 2012 (-15,2 %), les échanges mondiaux d'œufs et ovoproduits ont progressé de 1,4%/an entre 2012 et 2021, principalement grâce à la croissance dynamique en ovoproduits (+ 2 %/an). En parallèle, cette évolution des échanges ne suit pas la même tendance que la production qui a crû de 2,1%/an sur la même période. L'Asie reste le moteur de la croissance de la production avec les États-Unis et à moindre mesure l'Afrique du Nord et le Moyen Orient. Les volumes échangés restent modestes en proportion de la production, ils représentaient 1,7 % en 2012 et se stabilisent autour de 1,6 % en 2021.

Cela est lié d'une part à la crise sanitaire et l'IAHP qui a freiné la croissance des échanges en 2020 et 2021, d'autre part cela révèle la tendance de certains pays à augmenter la production pour le marché local et améliorer l'autosuffisance.

Historiquement, les flux d'œufs en coquille échangés sont très concentrés et localisés entre pays voisins (cf. figure 4). En 2021, la déconcentration des flux qui a déjà commencé en 2019 se poursuit. D'abord en lien avec la fermeture du marché irakien aux flux turcs mais aussi par l'IAHP qui a restreint des échanges, notamment depuis les pays touchés. Par ailleurs, l'année 2021 a connu l'émergence des nouveaux pays importateurs en lien avec la baisse de la production intérieure (Corée du Sud, Taiwan...)

Ainsi, entre 2018 et 2020, le poids de la Turquie dans le commerce mondial des œufs coquille est passé de 37 % à 7 %. L'année 2021, a connu l'arrêt total des importations irakiennes d'œufs coquille (- 320 000 téoc en 5 ans). Les 27 premiers pays importateurs totalisent 80 % des volumes importés en 2021 contre 16 en 2020 et 12 pays en 2018.

Historiquement les flux des ovoproduits sont moins concentrés contrairement aux œufs coquille. En 2021 pour la première fois 50% des volumes sont importés par seulement 4 pays (Japon, Royaume-Uni, Corée du Sud et Canada) et seulement 17 pays pour 80% des imports contre 20 pays en 2020. Le Japon reste le premier importateur mondial d'ovoproduits avec 24 % des parts. La structure des importations du Japon reste dominée par les ovoproduits séchés qui représentent 86% des volumes importés.

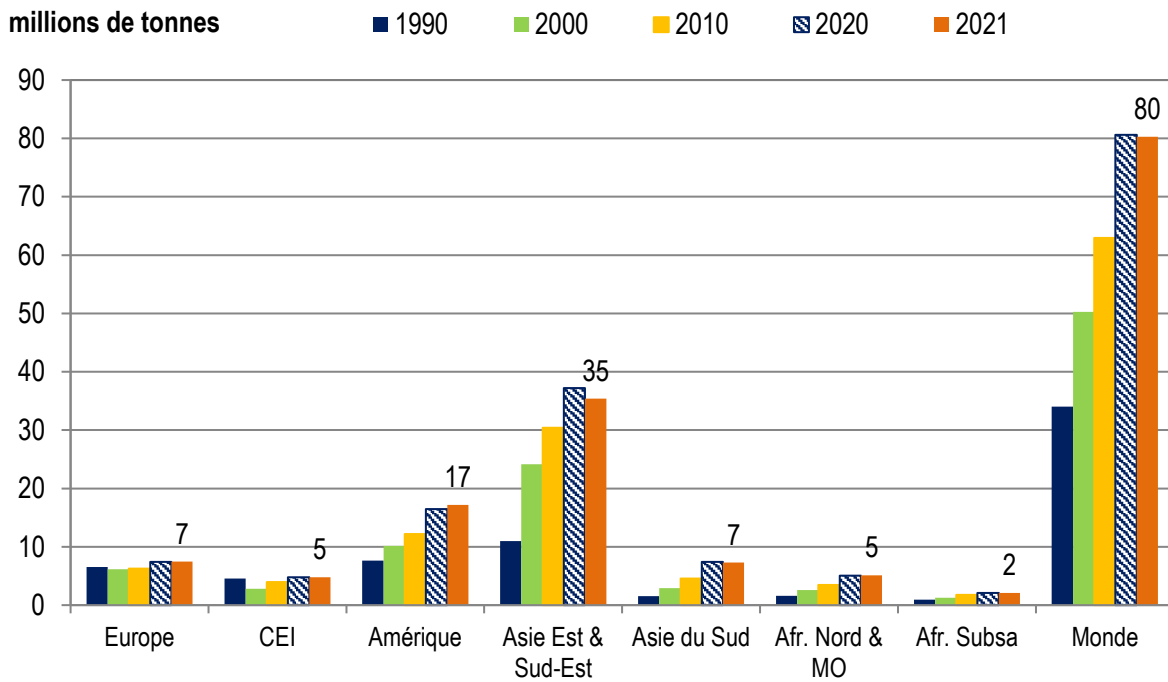
En 2021, les échanges mondiaux d'œufs et d'ovoproduits¹ se sont établis à 1,32 million de téoc dont 38 % sous forme d'ovoproduits, le reste étant des échanges sous forme d'œufs coquille. En valeur, le commerce mondial d'œufs de consommation et d'ovoproduits représente 1,44 milliard d'euros.

Après une forte croissance des échanges mondiaux jusqu'en 2009, les volumes échangés se sont stabilisés autour de 1,2 million de téoc (cf. figure 5), représentant moins de 2 % de la production mondiale. À titre de comparaison, c'est entre 10 et 15 % de la production mondiale de viande de volailles qui est échangée sur le même périmètre. Les échanges d'œufs et d'ovoproduits entre États membres de l'Union européenne représentent 1,6 million de téoc en 2021 soit 1,84 Mds d'euros en valeur.

En 2021, les échanges en volume ont reculé (- 6,0 %) tous produits confondus, résultant d'un recul de 11,3 % des échanges d'œufs coquille compensé partiellement par une hausse de 4,1 % pour les ovoproduits. En valeur (euros), les échanges ont progressé de 9,3 % entre 2021 et 2020. L'année 2021 a été marquée par le début de l'inflation en lien avec la reprise économique soutenue et l'apparition des nouveaux flux pour répondre à un déséquilibre d'approvisionnement (IAHP, baisse de production et hausse de la demande). Cela concerne principalement l'Asie (Corée du Sud, Japon, Thaïlande) et le Moyen Orient (Koweït, Émirats Arabes Unis).

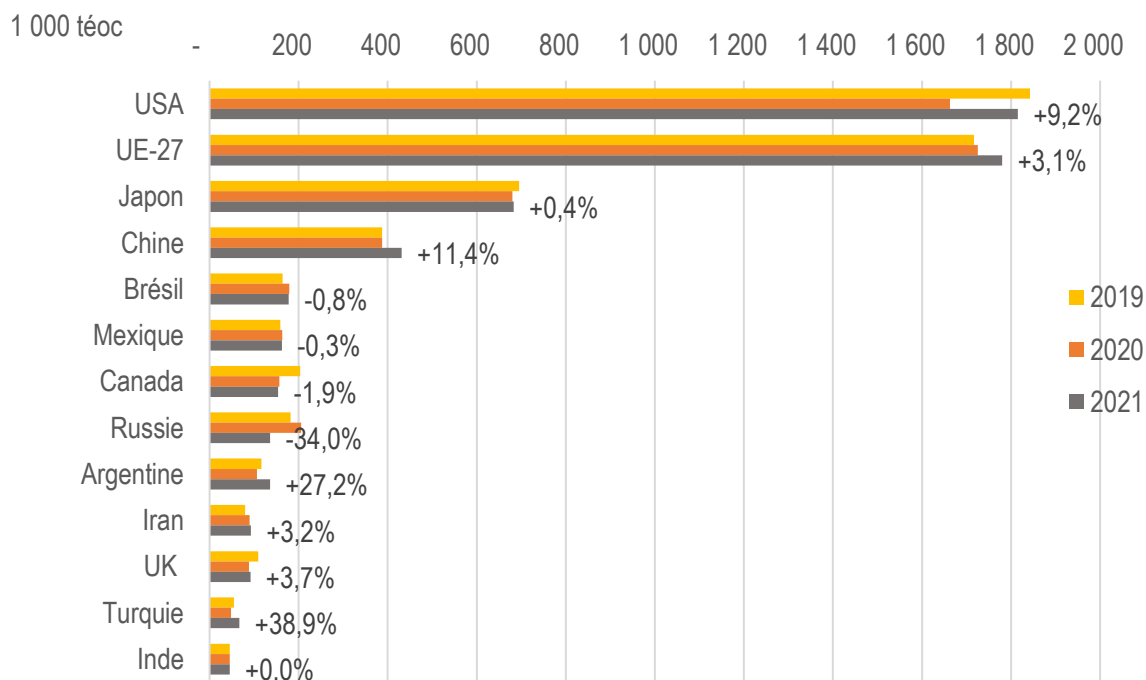
¹ Hors échanges entre États membres de l'Union européenne et entre la Chine continentale et Hong-Kong

Figure 2 : Évolution de la production mondiale d'œufs par grandes régions géographiques, 1990-2021



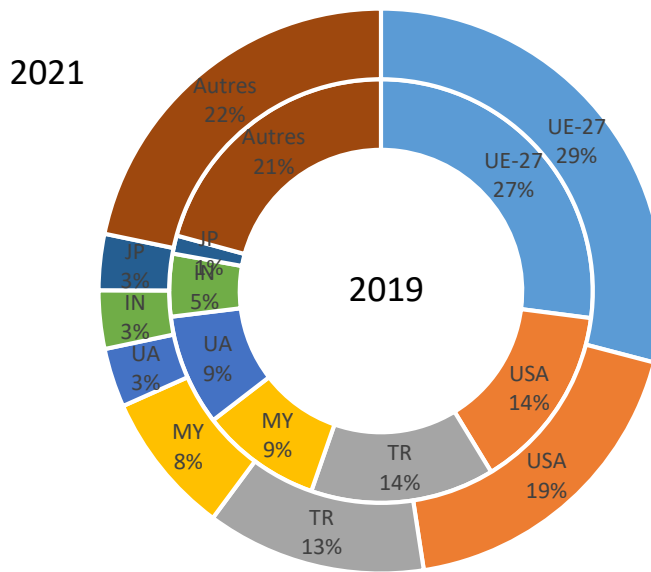
Source : ITAVI d'après IEC, FAOSTAT, EUROSTAT, sources nationales

Figure 3 : Évolution de la production mondiale en ovoproduits



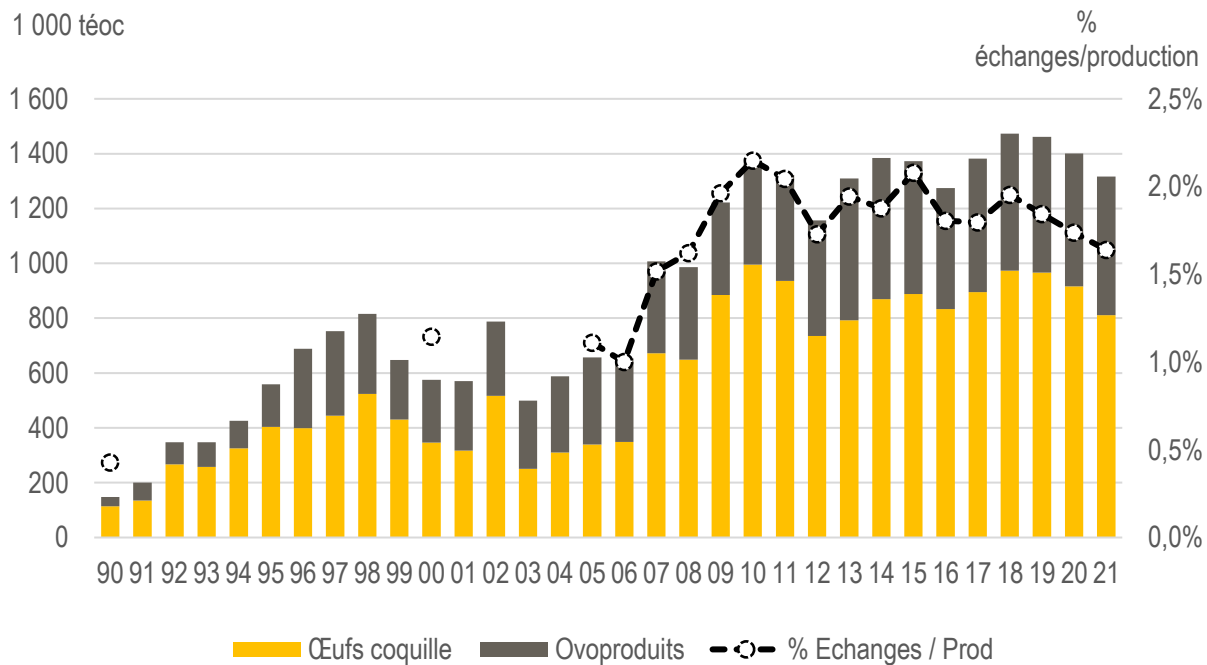
Source : ITAVI d'après IEC, Prodcorn, sources nationales

Figure 4 : Parts du marché d'œufs coquille et ovoproduits en valeur, en 2019 et 2021



Source : ITAVI d'après TDM

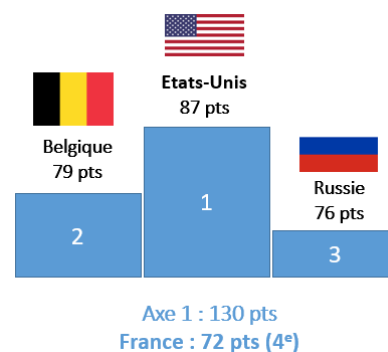
Figure 5. Évolutions des exportations mondiales d'œufs et ovoproduits (hors intra UE et intra Chine-Hong-Kong)



Source : ITAVI d'après TDM et Eurostat

AXE 1 : ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE (130 points)

Exprimée en dollar US constant à parité pouvoir d'achat (PPA), la croissance économique marque son retour en 2021 après une année 2020 plombée par la crise sanitaire. Toutefois on observe une disparité de croissance. Les pays européens de la veille ont vu leur PIB se redresser avec, en moyenne 9 % de croissance. Si la France, l'Italie et la Belgique ont connu des fortes croissances, d'autres pays ont enregistré des croissances modérées à l'image de l'Espagne et du Danemark.



En revanche, la croissance économique dans les pays tiers de la veille a connu des tendances plus dynamiques, d'une part en lien avec une reprise solide et d'autre part avec une dépréciation monétaire qui a boosté le PIB (PPA) de certains pays (Argentine, Russie, Inde). Par ailleurs, cette reprise dynamique en 2021 a eu des effets lourds sur les prix avec des niveaux d'inflation record notamment sur les matières premières, cette tendance s'est fortement accélérée en 2022 en conséquence de la guerre en Ukraine et risque de se poursuivre en 2023.

En 2021, le dollar s'est déprécié légèrement face à l'euro (+ 4 %) après une période d'appréciation entre 2018 et 2020, rendant les exportations européennes moins compétitives sur les marchés internationaux libellés en dollar. En 2022, la tendance s'est inversée avec une forte dépréciation de l'Euro.

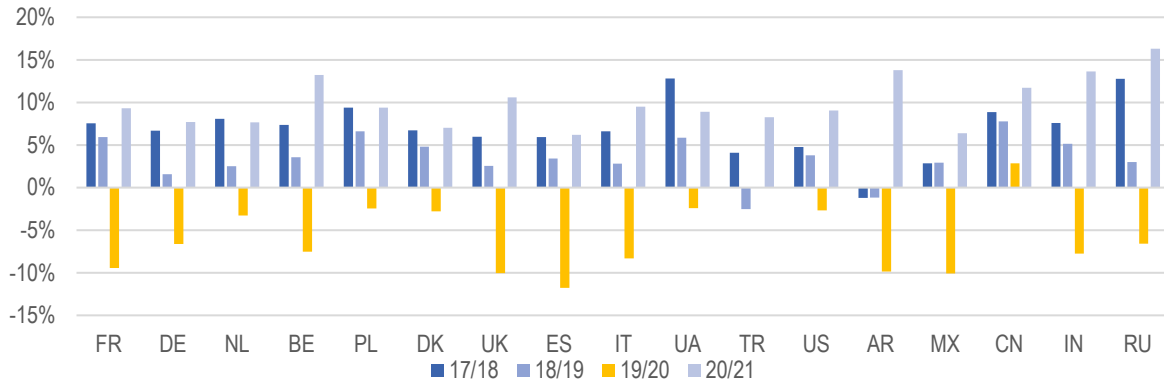
La spirale inflationniste en Argentine et en Turquie se maintient en 2021, conséquence d'une crise économique structurelle et d'une dépréciation majeure de la monnaie locale. Au-delà de l'effet néfaste sur l'économie et le pouvoir d'achat, cette dépréciation rend les exportations des deux pays plus compétitives.

De manière plus structurelle, la complexité du marché alimentaire influe significativement sur la proportion d'ovoproduits dans la consommation totale d'œufs et d'ovoproduits. On entend ici par complexité du marché alimentaire l'ajout de valeur au produit agricole à travers une transformation plus ou moins poussée (par l'industrie agro-alimentaire) et/ou l'addition de services (restauration hors domicile). L'indicateur utilisé ici pour mesurer la complexité du marché alimentaire est le budget alimentaire des ménages. La figure 8 met en évidence cette relation. La taille ainsi que le développement avancé du marché alimentaire en France sont ainsi des avantages certains pour les fabricants français d'ovoproduits qui disposent d'un marché domestique solide, à l'instar de l'Italie. En 2021, le secteur renoue avec la croissance de la production et les échanges après une année 2020 marquée par la fermeture des débouchés les plus importants, à savoir, la restauration hors domicile et le marché à l'export. Ce dernier est lié de manière prépondérante à la RHD.

Sur les aspects macro-économiques, les États-Unis gardent leur position en tête de classement, du fait notamment d'une dépréciation du dollar, d'une reprise solide de l'économie et de dépenses alimentaires en croissance. La France gagne 3 places, favorisée par la croissance économique.

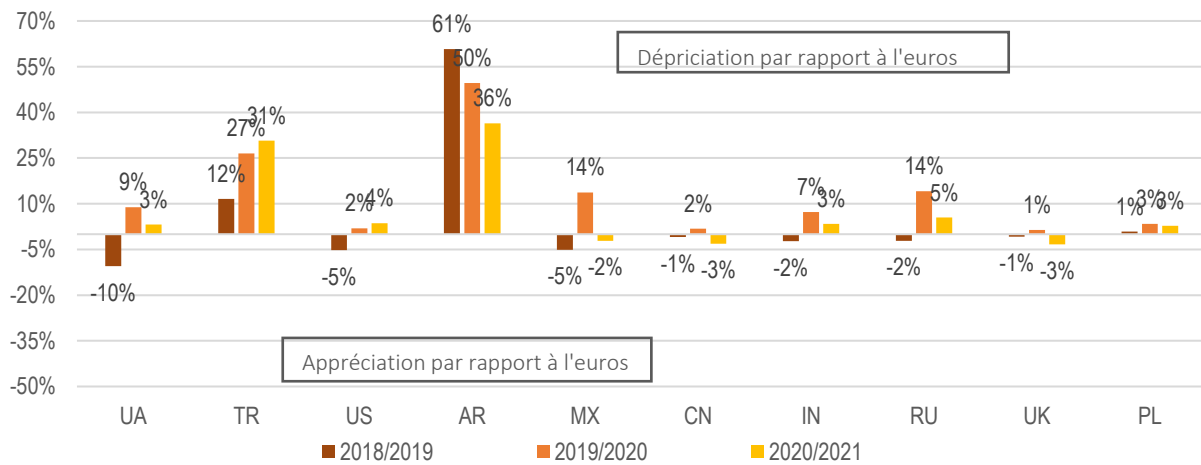
La Russie et l'Argentine progressent significativement dans le classement, du fait d'une croissance économique imputée principalement au statut de ces deux pays comme des grands exportateurs de matières premières agricoles. En effet, l'inflation et la demande solide en 2021 ont fortement amélioré les recettes et le solde commercial de ces deux pays.

Figure 6 : Évolution interannuelle du PIB à parité pouvoir d'achat en dollar constant entre 2018 et 2021



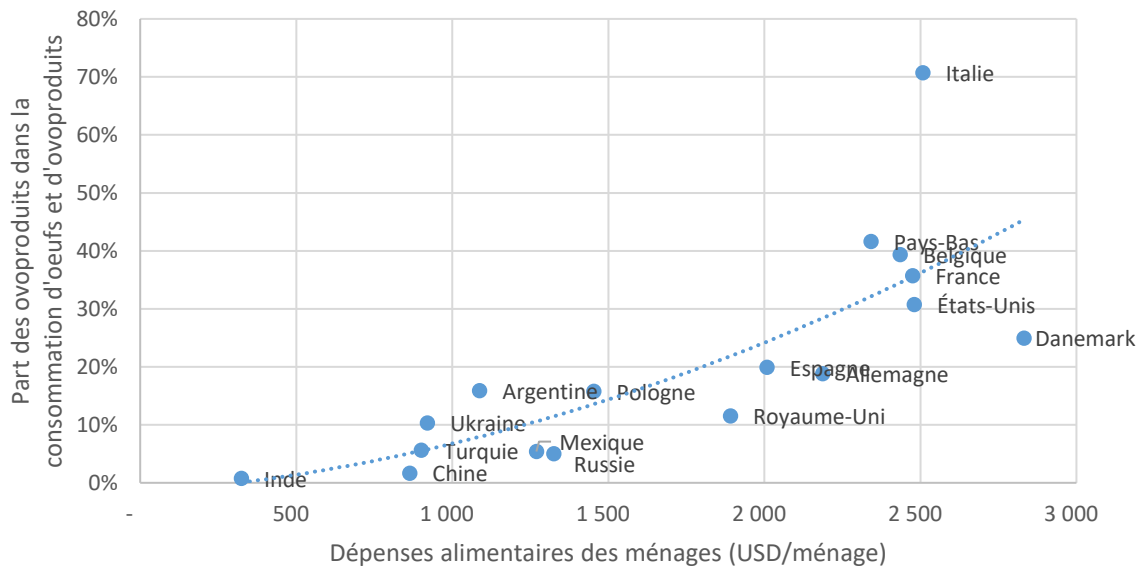
Source : ITAVI d'après FMI

Figure 7 : Évolution du taux de change N/N-1 par rapport à l'euro dans les pays de la veille



Source : Itavi d'après Banque de France

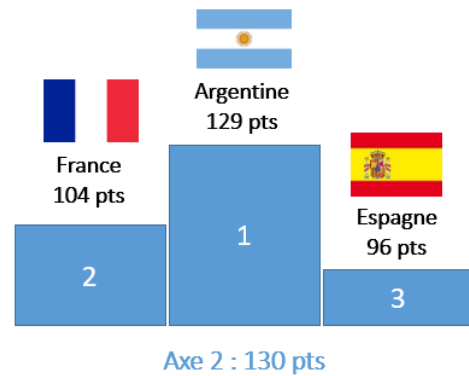
Figure 8: Relation entre dépenses alimentaires des ménages et part d'ovoproduits dans la consommation d'œufs en 2021



Source : Itavi

AXE 2 : MAITRISE DES FACTEURS NATURELS (130 points)

La dépendance aux importations de la matière première constitue une contrainte vis-à-vis de la compétitivité d'un pays dans le secteur de l'élevage du fait des coûts inhérents à l'exposition à la volatilité des marchés et la parité des taux de change. L'Europe reste par exemple relativement dépendante des oléoprotéagineux entrant dans l'alimentation animale. La France reste le pays européen le moins dépendant des importations, avec seulement 26 % d'oléoprotéagineux importés en 2021, contre 35 % en 2020, en lien avec la forte baisse des importations de soja (- 32 %).



Sur le plan sanitaire, la pression épizootique, exprimée par le temps de résolution moyen des épisodes d'influenza aviaire hautement pathogène sur l'année, enregistre de fortes hausses en 2021 avec l'apparition de l'IAHP dès l'automne 2020. Le nombre de foyers dans le monde a dépassé 2 300 en 2021 dont 1 550 en Europe contre seulement 261 foyers déclarés en 2020. Le temps de résolution moyen des zoonoses sur 3 ans continue d'augmenter alors que l'IAHP devient progressivement endémique notamment en Europe (temps de résolution supérieur à 200 jours rien que pour 2021). À titre comparatif en 2020 le temps de résolution moyen sur 3 ans avoisine 54 jours contre 102 jours en 2021. Ce temps varie de 0 jour (Turquie, Argentine et Espagne) à plus de 300 jours (Chine).

À peine sortie de l'effet du dernier épisode de l'IAHP de 2016/2017, la France perd le statut indemne en fin d'année 2020. Après une baisse du temps de résolution lissé sur 3 ans en 2020, ce dernier repart à la hausse en 2021 avec une présence de l'IAHP pendant plus de 300 jours. En effet, la moyenne lissée sur 3 ans permet de refléter la réalité du marché où le retour sur les marchés perdus lors des épisodes d'influenza reste compliqué et prendra plusieurs années. À titre d'illustration, dans la filière foie gras, les exportations vers le Japon ne sont jamais revenues à leur niveau d'avant l'épisode 2016-2017. Cette situation se complique encore avec la présence d'autres concurrents (Hongrie et Bulgarie) qui récupèrent des parts de marché.

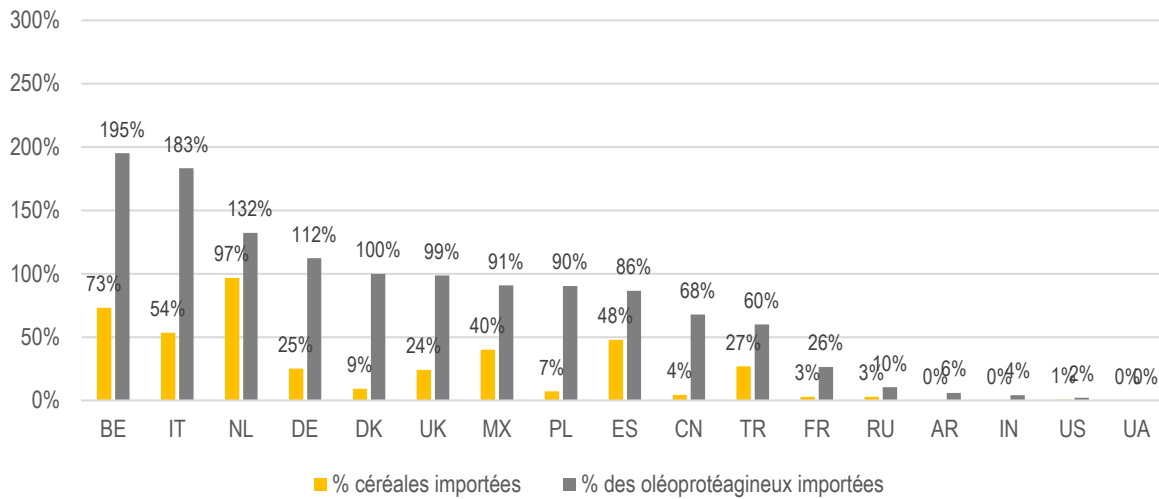
Cette vague d'IAHP a touché 12 pays sur 17 pays de la veille principalement en Europe (8 pays UE + Royaume-Uni), cela a impacté les pays européens qui ont reculé dans le classement sur ce volet. Toutefois, la France maintient sa 2^e place malgré la baisse de la notation qui reste généralisée. Cela a permis également aux États-Unis de progresser de 5 places malgré une notation stable.

L'Argentine, reste en tête du podium grâce à son autonomie en approvisionnement de céréales et d'oléoprotéagineux, et à l'absence de l'IAHP sur son territoire.

De ce fait, l'évolution du classement sur cet axe reste tributaire de deux sous-axes : d'abord la situation sanitaire et la présence des zoonoses, mais aussi l'évolution des bilans d'approvisionnement en matière première qui sont, à leur tour, liés aux conditions climatiques et à la situation du marché mondial.

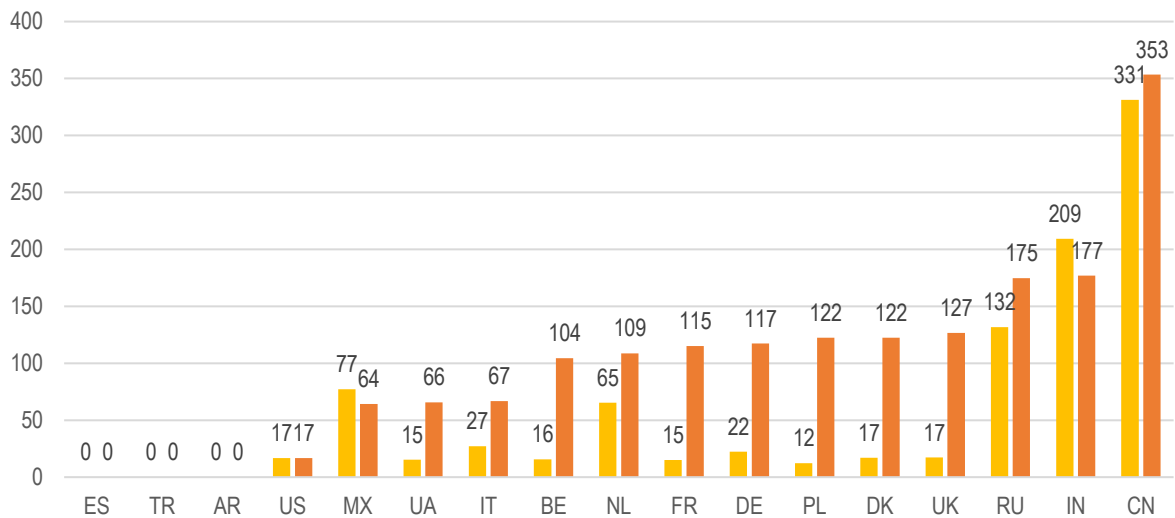
Les pays touchés par l'IAHP sont, en général, fortement affectés par les restrictions commerciales. La crise actuelle (2021-2022) qui a touché de nombreux pays importants dans le commerce et la production mondiale a incité les importateurs à être plus souples en ce qui concerne les restrictions et l'acceptation des mesures de zonage.

Figure 9. Ratio importations / disponible pour des matières premières destinées à l'alimentation animale : céréales (blé + maïs) et oléo-protéagineux (soja + tournesol), 2021



Source : Itavi d'après Eurostat, CIC, USDA, FEDIOL

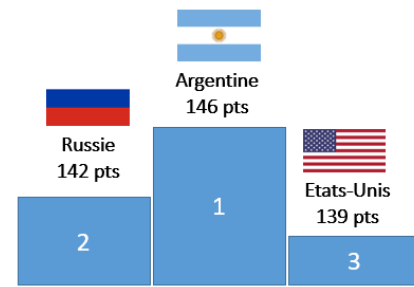
Figure 10. Temps de résolution moyen des épizooties sur les 3 dernières années (jours), 2021



Source : Itavi d'après OIE

AXE 3 : POTENTIEL DE PRODUCTION ET COMPETITIVITE COUT (200 points)

La taille du cheptel de poudeuses est globalement proportionnelle à la population du pays à raison de 0,6 à 1,1 poule par habitant. Certains pays font figure d'exception, comme les Pays-Bas, la Pologne et la Turquie, pays très exportateurs (1,3 à 1,9 poule par habitant), ou encore le Mexique (1,3 poule par habitant) où la consommation par habitant est parmi les plus élevées au monde.



Axe 3 : 200 pts
France : 101 pts (10^e)

En 2021, le ratio moyen du nombre de poudeuses par habitant s'élevait à 0,69 dans les pays de la veille, ce ratio est en recul par rapport à 2020 (- 4,4 %). Cela reflète une baisse des approvisionnements dans les pays de la veille accompagnée d'une contraction de l'orientation export. De plus, la croissance du cheptel, sur le même périmètre, ne suit pas le développement démographique. L'écart du ratio moyen par rapport à celui de l'Europe montre également que les marchés de forte démographie sont en situation de sous consommation et gardent un fort potentiel de progression.

La France se situe à 0,8 poule par habitant mais avec de bonnes performances en élevage. À l'inverse, le ratio cheptel / population en Inde n'est que de 0,2 poule par habitant du fait, entre autres, d'un régime alimentaire lacto-végétarien (excluant les œufs) répandu.

L'année 2021 a été marquée par un recul du cheptel de poudeuses (-3,7%), conséquences d'une baisse dans la plupart des pays tiers de la veille. Au Royaume-Uni, en Russie et en Argentine, le cheptel de poudeuses a connu une croissance importante ces derniers 3 ans, favorisée par une consommation intérieure dynamique, le Brexit pour le Royaume-Uni et la hausse des exportations pour les autres pays. En revanche, l'Ukraine reste le pays le plus touché par la baisse de cheptel (- 17 %), conséquence de la fermeture de plusieurs élevages appartenant à l'entreprise Avangard. Cette dernière a rencontré des problèmes avec les autorités ukrainiennes sur fond d'affaires de corruption.

En Europe, c'est la France, la Pologne et l'Allemagne qui ont connu les croissances les plus dynamiques. En France, la hausse du cheptel est principalement soutenue par une consommation (+3,3%) et des exportations (+10%) croissantes sur 3 ans mais également une accélération de la transition vers l'élevage alternatif (59% hors cage vs 51% en 2019). Dans le cas de la Pologne c'est plutôt lié à une hausse des exportations. En Allemagne, ce développement est lié à une consommation dynamique amorcée depuis la Covid mais aussi la volonté d'améliorer le taux d'auto approvisionnement. En revanche, le cheptel de poudeuses a reculé aux Pays-Bas (- 5 %) en 2021 par rapport à la moyenne triennale. Cette évolution peut être liée à la volonté du pays de réduire les émissions de nitrates liées aux productions animales.

En 2021, la hausse des coûts de production se poursuit, en lien avec la flambée progressive des cours des matières premières depuis la fin de l'année 2020. Cette augmentation du prix d'aliment se traduit directement par un accroissement des coûts de production. Dans certains pays tiers, le coût d'aliment, a connu une évolution plutôt modérée, notamment aux États-Unis, en Ukraine, en Inde et en Russie, en lien avec leur statut de grands producteurs de matières premières, ce qui leur donne une certaine couverture des aléas du marché, au moins au début de la flambée des prix.

En France l'indicateur de coût de production estimé pour l'œuf de poule élevée en cage dans le cadre de cette analyse spécifique s'établit à 0,99 €/kg en 2021, en hausse de 12,7 % par rapport à 2020. En comparaison entre les pays de l'UE, les coûts de production restent relativement proches (0,98 à 1,0 €/kg), à l'exception de l'Espagne qui a le coût de main d'œuvre européen le plus faible et l'Allemagne avec un coût d'aliment le plus élevé.

L'Espagne devient le pays le plus compétitif sur le marché de l'UE avec une hausse de prix d'aliment plus contenue et les charges les plus basses, ainsi, l'augmentation des coûts de production n'a pas dépassé les 2 %.

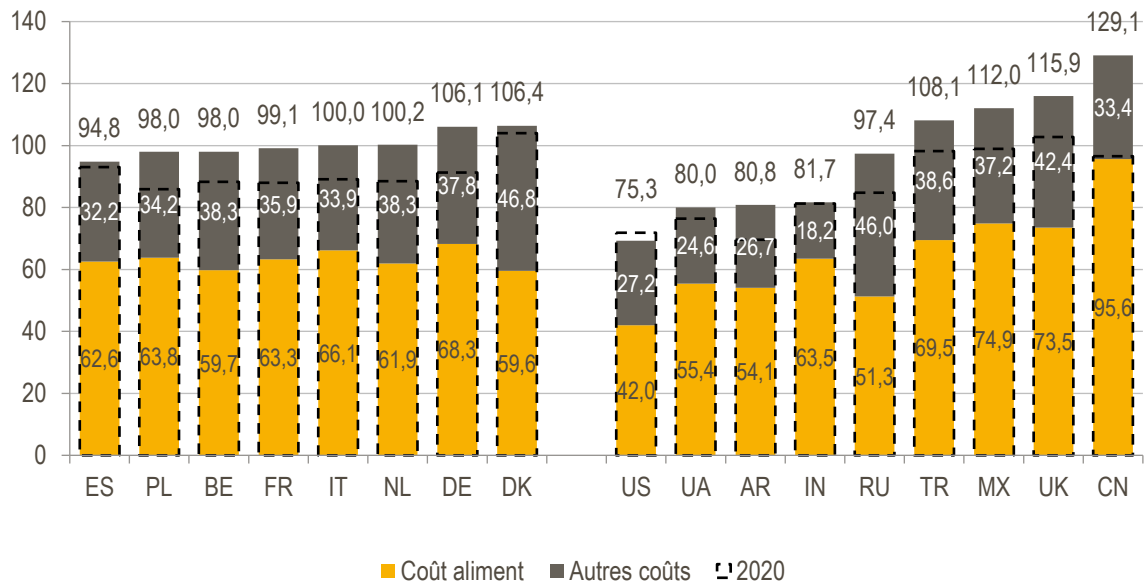
L'écart des coûts de production entre l'UE et les grands pays exportateurs hors UE se creuse davantage en 2021. À titre de comparaison, par rapport à la France ces pays ont des coûts de production inférieurs de 20 % à 25%, bénéficiant d'une disponibilité élevée en matières premières destinées à l'alimentation, tant en céréales qu'en oléoprotéagineux et un coût hors aliment (Main d'œuvre, énergie...) faible à l'image de l'Argentine, des États-Unis et de l'Ukraine). En 2022 cet écart risque de se creuser davantage tenant compte de la crise énergétique en Europe et de l'inflation importée (matières premières) suite à la dépréciation de l'Euro.

L'Argentine garde la 1^{ère} place, du fait d'une croissance importante des capacités de production centrées sur l'export et un coût de production en hausse modérée malgré le contexte inflationniste des matières premières.

L'Espagne progresse de 6 places pour devenir le 7^e pays du classement, avec une capacité de production en hausse et des coûts de production maîtrisés. La France, en 10^e position et malgré la progression, reste pénalisée par la faible évolution du potentiel de production (pour l'export) et un coût hors aliment relativement élevé.

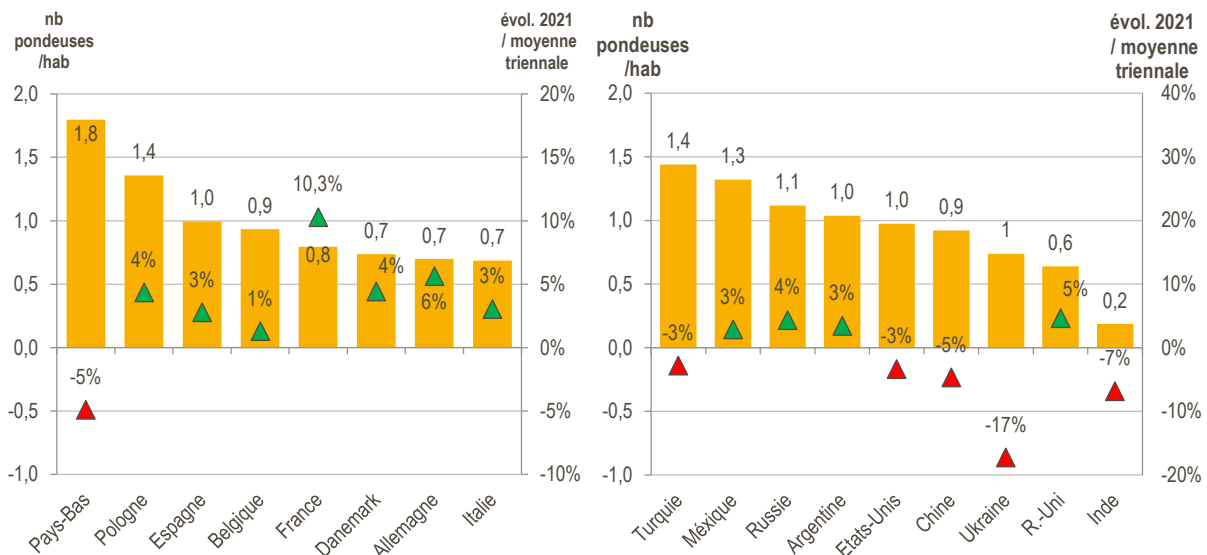
Figure 11: Comparaison du coût de production de l'œuf coquille dans les pays de la veille, 2021

€/ 100 kg



Source : estimation Itavi d'après LEI, IEC, MEG

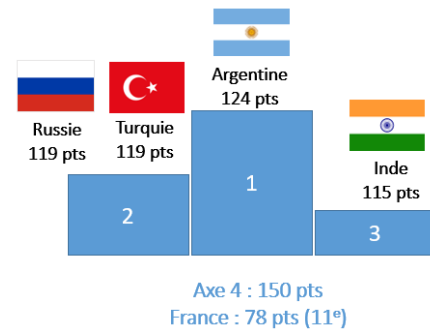
Figure 12. Cheptel de poules 2021 et évolution par rapport à la moyenne triennale 2018-2020



Source : Itavi d'après IEC, Commission européenne, statistiques nationales

AXE 4 : DEGRE D'ORGANISATION DE LA FILIERE ET DE SOUTIEN PUBLIC (150 points)

L'Europe demeure le marché le moins protégé face aux importations par rapport aux autres pays de la veille. L'ensemble des États membres de l'UE ont le même score sur les indicateurs de protection vis-à-vis du marché international d'après les données de l'OCDE et l'OMC. Tous les autres pays tiers ont des marchés mieux protégés que l'UE (à l'exception de l'Ukraine et du Mexique).



Les avantages des pays tiers sont liés, aux droits de douane *ad valorem* relativement élevés par rapport à l'Europe par exemple, 22, 5% de droits de douane sur les œufs coquille en Argentine, 41,3 % au Mexique, 52,6 % en Turquie et 150 % en Inde contre seulement 7,7 % dans l'UE.

Sur le programme d'appui à l'export, les pays tiers restent les plus favorisés. En Turquie, depuis 2013, des subventions sont appliquées sur l'export des œufs à hauteur de 16,2 dollars par 1000 œufs exportés sous forme de réductions de dettes et d'aménagements fiscaux. Or, la dépréciation continue de la Lire ces dernières années a impacté cette subvention qui est passée de 16,2 dollars / 1000 œufs à 5,9 dollars en 2020. En fin 2021 la dépréciation de la monnaie turque s'accélère, cette aide redescend sous les 3 dollars / 1000 œufs et se stabilise à 2,2 dollars en 2022. En Europe, les subventions sont moins présentes du fait de la réglementation européenne au regard des risques de distorsion sur le marché européen. À cet effet, les subventions sont plutôt sous forme de fonds pour les crises et dispositifs de soutien et d'accompagnement des entreprises sur les marchés de l'export. À titre d'exemple, en Belgique, le secteur des œufs et des ovoproduits bénéficie de l'accompagnement de l'Office Flamand d'Agro-Marketing (VLAM), qui assure la promotion des produits agricoles et agro-alimentaires flamands à l'étranger. Ce service permet aux opérateurs belges d'avoir plus de visibilité sur le marché international, d'entrer en contact avec des partenaires et de cibler d'autres marchés.

En France, exceptionnellement, l'année 2021 a connu une hausse des subventions de 66 % (~6172 €/exploitation) pour le secteur avicole (volaille et pouleuse), provenant des fonds de calamité et de solidarité. Cela s'explique par la situation sanitaire avec une partie des élevages français touchés par l'IAHP. L'existence des fonds de ce type au niveau européen, permet entre autre de maintenir la compétitivité de l'UE durant les crises face à d'autres pays.

L'existence d'une organisation interprofessionnelle dans la filière des œufs est un indicateur révélateur sur la situation de la filière dans un pays donné, d'abord, de par l'importance de la coordination entre les opérateurs pour bien défendre le secteur au niveau national et international mais aussi pour mener des actions communes, notamment sur le marché de l'export. Dans le cadre de la veille, 3 profils du secteur se dessinent selon les pays :

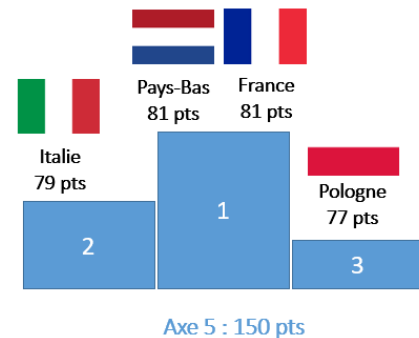
- **Dans les pays où de grands opérateurs sont souvent présents sur d'autres marchés voisins.** Dans ces pays, ces acteurs sont souvent regroupés dans une organisation interprofessionnelle ; c'est le cas de la majorité des pays européens et des pays tiers historiquement exportateurs (États-Unis, Turquie, Argentine...).

- **Les pays où l'industrie est très concentrée,** avec la présence d'un ou deux opérateurs qui dominent le marché des œufs coquille ou des ovoproduits, comme c'est le cas en Ukraine avec Avangard et Ovostar Union. En dernier viennent **les pays avec une faible organisation de la filière,** avec la présence de quelques opérateurs mais qui restent dispersés par rapport à la taille du marché, c'est le cas de l'Inde et de la Chine.

L'Argentine, la Russie et la Turquie sont les pays les mieux placés en termes de points sur les aspects organisationnels de leur filière, bénéficiant en particulier d'un programme d'appui à l'export. De plus, ils jouissent d'une protection plus importante de leur marché intérieur vis-à-vis des importations.

AXE 5 : PORTEFEUILLE DE MARCHÉ ET EQUILIBRE DES FLUX (150 points)

Les pays européens étudiés dans le cadre de cette veille se distinguent par leur forte orientation vers les marchés export, notamment vers les autres États membres de l'Union européenne, mais pas uniquement. Le classement de cette année a connu quelques évolutions mais garde la domination des pays européens dans les cinq premières places avec des scores assez proches. La France progresse de la 3^{ème} place au premier rang en position ex-æquo avec les Pays-Bas. Ces performances de la France sont attribuées à une progression du poids de la France dans le commerce mondial et une diversification des clients.



Cette diversification des clients est partagée dans la plupart des pays européens. À l'inverse les pays tiers ont connu un recul du nombre de partenaires (couvrant 80 % des exports), L'Ukraine et les États-Unis restent les pays les plus affectés, d'abord en lien avec l'effondrement de la production pour l'Ukraine, mais également du fait de la progression du poids de certains pays dans les exports, devenant même prépondérants pour les États-Unis.

La Pologne recule à la quatrième place, sous l'effet de l'IAHP. En effet, la perte d'une partie du cheptel (-6%) touché par l'IAHP a pesé sur les exportations. Par conséquent le poids de la Pologne dans le commerce mondial a reculé de 9,7% en 2020 à seulement 8 % en 2021. Après une nette amélioration des performances à l'export ces dernières années, les exportations polonaises ont connu une forte baisse (-6%) en 2021 principalement en œufs coquille (-26%). Ce recul en œufs coquille, conjugué à un maintien des exports d'ovoproduits (+2%), a permis à la Pologne d'améliorer sa largeur de gamme. En 2021, la part des ovoproduits dans les exports représente 45% contre seulement 37% en 2020. Cela a eu pour effet d'atténuer le recul dans le classement. Cette part haussière des ovoproduits est avant tout imputé à la hausse du segment séchés (jaune et entier).

Les Pays-Bas (1^{ers}) et la Belgique (5^e) jouent un rôle important de trading au sein de l'Union européenne et vers les pays tiers, avec un ratio exportations/production compris entre 60% et 110%. En revanche, le nombre de pays clients est relativement restreint (cf. figure 12). Ainsi, près des deux-tiers des exportations néerlandaises sont destinées au marché allemand et constituent en grande partie des flux intra-entreprises : les principaux opérateurs néerlandais ayant des sites en Allemagne. Dans le sens inverse, les exportations allemandes vers les Pays-Bas représentent environ la moitié des volumes totaux exportés par l'Allemagne.

La Belgique (5^e), les Pays-Bas (2^e) et l'Espagne (11^e) se distinguent en 2021 par une diversification de leur portefeuille (nombre) de pays clients principalement au sein de l'UE.

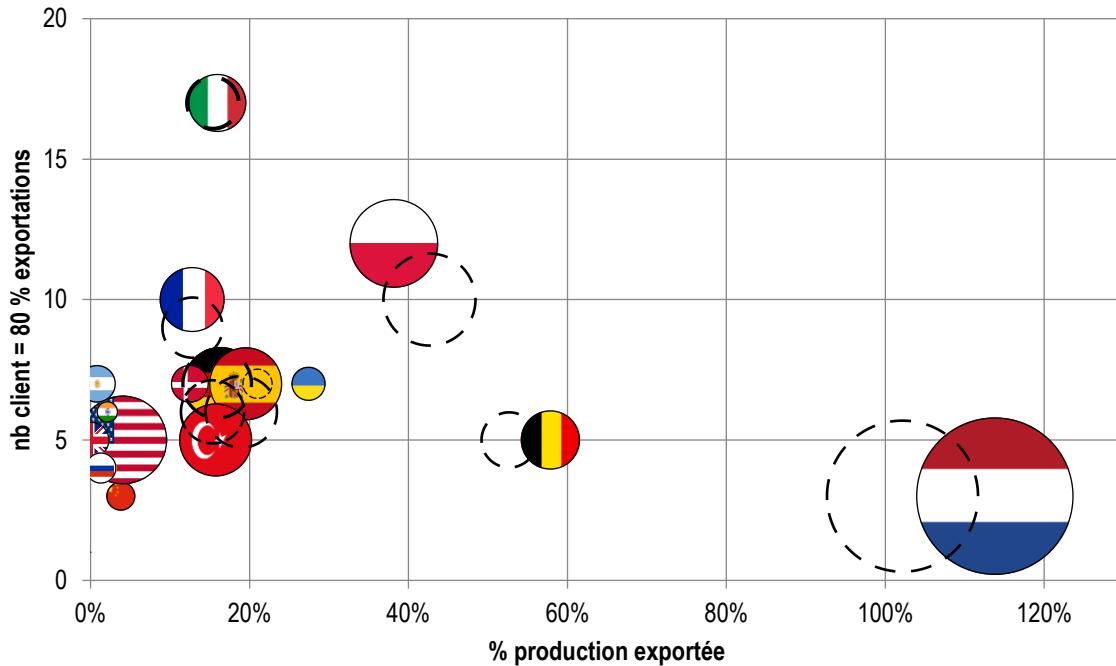
En France, la part de la production exportée se maintient à 12,8%. Avec la crise sanitaire (Covid et IAHP), contrairement à d'autres pays, la France a stimulé ses exportations (+ 3,4 %) pour la 2^e année consécutive. Cette progression est imputée à des ventes exceptionnelles d'une part vers l'Allemagne (+ 160 %) et l'Espagne (+ 176 %) en œufs coquille et d'autre part vers la Belgique (+ 19 %) et Pays-Bas (+ 27 %) en ovoproduits.

L'Ukraine est également un pays fortement tourné vers l'export (25 % de la production exportée avant 2021). Avec la forte baisse de la production en lien avec les problèmes du premier acteur (Avangard) avec les autorités, la part de la production exportée recule de 25 % à seulement 12 % en 2021. Une grande partie de cette baisse est imputée à la production organisée. Par conséquent, la part de la production vivrière a progressé de 5 points, passant de 45 % à plus de 50 %. Historiquement, le pays dispose d'un portefeuille de marché diversifié avec, d'une part, des exportations d'œufs en coquille vers le Moyen Orient et la Lettonie, mais aussi des exportations d'ovoproduits vers l'Union européenne. En 2021, l'Ukraine a perdu plusieurs marchés, notamment l'Italie (- 98 %) et Thaïlande (- 97 %) en ovoproduits et le Moyen Orient (- 65 %) et l'Afrique Subsaharienne (- 65 %) en œufs coquille. Au total l'Ukraine a exporté 1 milliard d'œufs coquille en moins qu'en 2020.

Certains pays comme l'Ukraine, la Turquie et la Russie, restent pénalisés sur la largeur de gamme de produits exportés mais qui s'améliore par rapport à 2020. Cette amélioration est en partie due à la baisse des échanges en œufs coquille et une reprise en ovoproduits après le Covid. La dominance des œufs coquille dans les exportations (des pays de la veille) passe de 60 % à 58 % en 2021.

D'autres pays ont connu une forte revalorisation de leurs exports, notamment les États-Unis et la Turquie. Tout d'abord en lien avec l'introduction dans des nouveaux marchés porteurs (en sous approvisionnement), à l'image des exportations des États-Unis vers la Corée du Sud (+ 28 000 téoc) et Hong Kong (+ 13 %) mais aussi sous l'effet de l'évolution du mix produit (progression de la part des ovoproduits et notamment le segment séché).

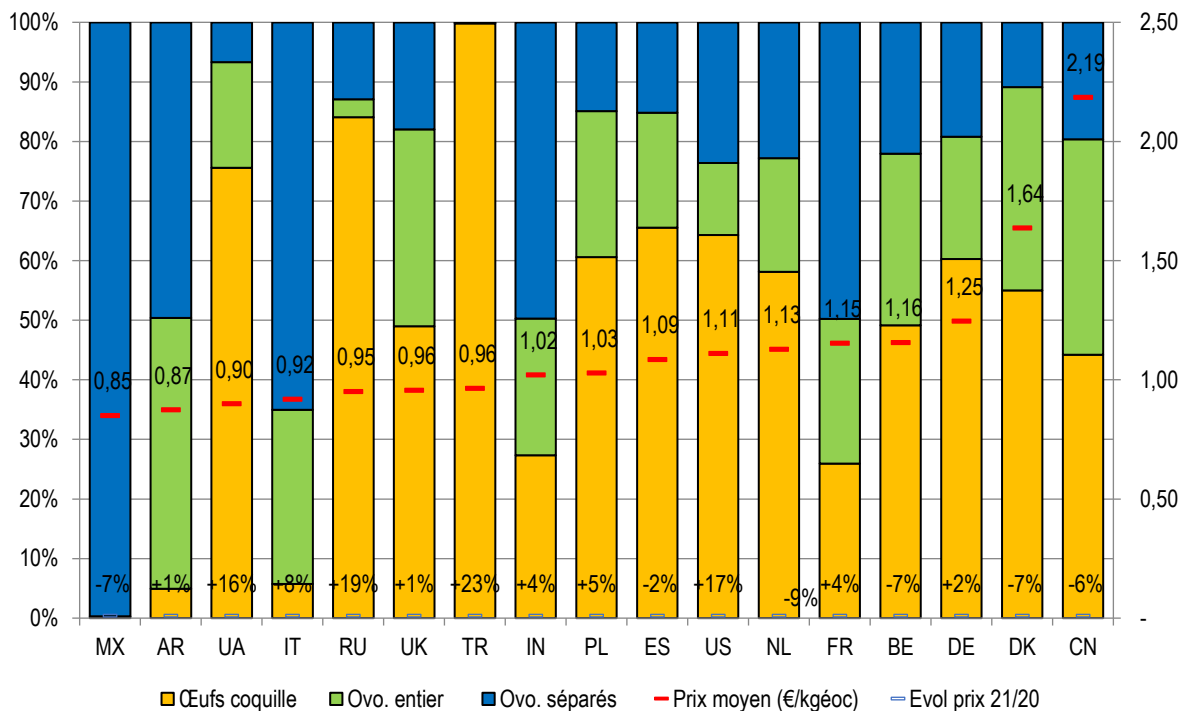
Figure 13 : Part de la production exportée, nombre de pays clients pour atteindre 80% de la valeur exportée et valeur totale des exportations d'œufs et d'ovoproduits (taille des bulles) pour l'année 2021 et évolution par rapport à 2020



Note : nombre de pays clients = nombre de destinations des exportations représentant 80 % de la valeur totale des exportations. Taille de la bulle = valeur totale des exportations.

Source : Itavi d'après Eurostat-Comext, TDM et sources nationales

Figure 14 : Portefeuille produit des exportations d'œufs et d'ovoproduits en 2021 (valeur) et prix



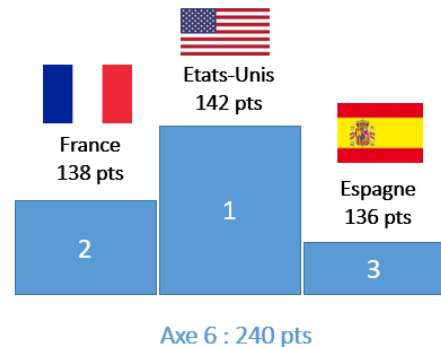
Source : Itavi d'après Eurostat-Comext, TDM et sources nationales

AXE 6 : CAPACITÉ DES OPÉRATEURS A CONQUÉRIR LES MARCHÉS (240 points)

En 2021, les pays de la veille représentent 80 % des exportations mondiales d'œufs et ovoproduits en volume, contre 78 % en 2020. Les marchés cibles représentent quant-à-eux les deux tiers des importations mondiales.

La consommation moyenne des pays suivis dans la veille (incluant certains grands marchés de consommation) est de l'ordre de 207 œufs par an et par habitant en 2021, en retrait de 2,3%.

Structurellement, une très importante disparité de la consommation est observée avec dans les extrêmes entre l'Inde (moins de 68 œufs par an et par habitant) et le Mexique (près de 381 œufs par an et par habitant).



La figure 15 récapitule la croissance des débouchés des pays de la veille, tant au niveau de la consommation intérieure qu'au niveau de la valeur des exportations. À première vue, la consommation tend à ralentir pour une grande partie des pays, à l'exception de certains pays de l'UE (France, Pays-Bas, Allemagne...). En effet, une partie de cette baisse est liée à la baisse de la disponibilité. Contrairement aux exportations en volume qui reculent, les exports en valeur progressent (+ 4 %). Cette évolution est la conséquence à la fois de la reprise post-Covid et la tendance inflationniste notamment sur le second semestre 2021, mais aussi à cause de l'évolution du mix produit avec plus d'ovoproduits, à haute valeur ajoutée, dans les exports.

En 2021, seuls la France et, dans une moindre mesure, les Pays-Bas présentent une dynamique positive, à la fois pour la croissance de la consommation intérieure et pour les exportations. La progression des exportations des Pays-Bas est portée par les marchés de l'Asie et l'Europe, tandis que pour la France et l'Espagne la croissance se fait plutôt via le marché européen, notamment les marchés belge et néerlandais.

En 3 ans une grande partie des pays de la veille ont connu un ralentissement de la consommation sauf pour la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Pologne.

La figure 15 regroupe le repositionnement de certains pays de la veille sur les principaux marchés porteurs en 2021. Le marché sud-coréen a enregistré des fortes hausses des importations (+ 58 M€) pour combler l'offre locale, touchée par l'IAHP. Cette hausse a profité à seulement 3 pays qui sont les États-Unis (+ 45 M€), la Chine (+ 7 M€) et l'Italie (+ 2 M€). Bien que les importations en œufs des Émirats Arabes Unis aient progressé de 17 M€ en 2021, l'Ukraine a perdu des parts de marché (- 10 M€) au profit de la Turquie (+ 23 M€) et le Brésil (+ 4 M€). Sur les marchés cibles des pays tiers, les États-Unis semblent être le pays qui a marqué plus de progression des exports, notamment vers Hong Kong (+ 8 M€), le Japon (+ 8 M€), la Corée du Sud (+ 45 M€) et le Royaume-Uni (+ 4 M€).

En dehors du cas de l'Ukraine avec le recul de ces exportations (Difficultés d'Avangard), la Pologne reste le pays le plus pénalisé avec la perte de plusieurs

marchés (Hong Kong, Arabie saoudite, Pays-Bas, Suède...). L'IAHP a durement touché le pays notamment les productions de canard et d'œufs.

Les importations du Royaume-Uni continuent à reculer en 2021 notamment depuis l'UE-27. Ce sont les importations depuis l'Italie (- 7 M€), l'Espagne (- 5 M€) et la Pologne (-4 M€) qui ont connu les plus fortes baisses. Malgré la diminution des approvisionnements, les États-Unis et la Hongrie ont renforcé leur présence sur le marché britannique avec des hausses de, respectivement, + 4 M€ et + 2 M€.

En termes de capacité à conquérir les marchés, les États-Unis se classent en première position, en progression de 2 positions. Cela, grâce à un marché intérieur dynamique, une reprise des exportations et un renforcement de présence sur les marchés cibles. En seconde place du classement se trouve la France, qui garde sa position grâce à une consommation intérieure dynamique, une croissance des exports et une accélération de la transition hors cage. En effet, la France a bénéficié d'une conjoncture favorable sur les exportations des œufs coquille et ovoproducts pour la deuxième année successive, au regard de la situation de certains pays de la veille. Ainsi, les exportations des œufs coquille ont progressé de 6 %, tandis qu'en ovoproducts, les exportations ont

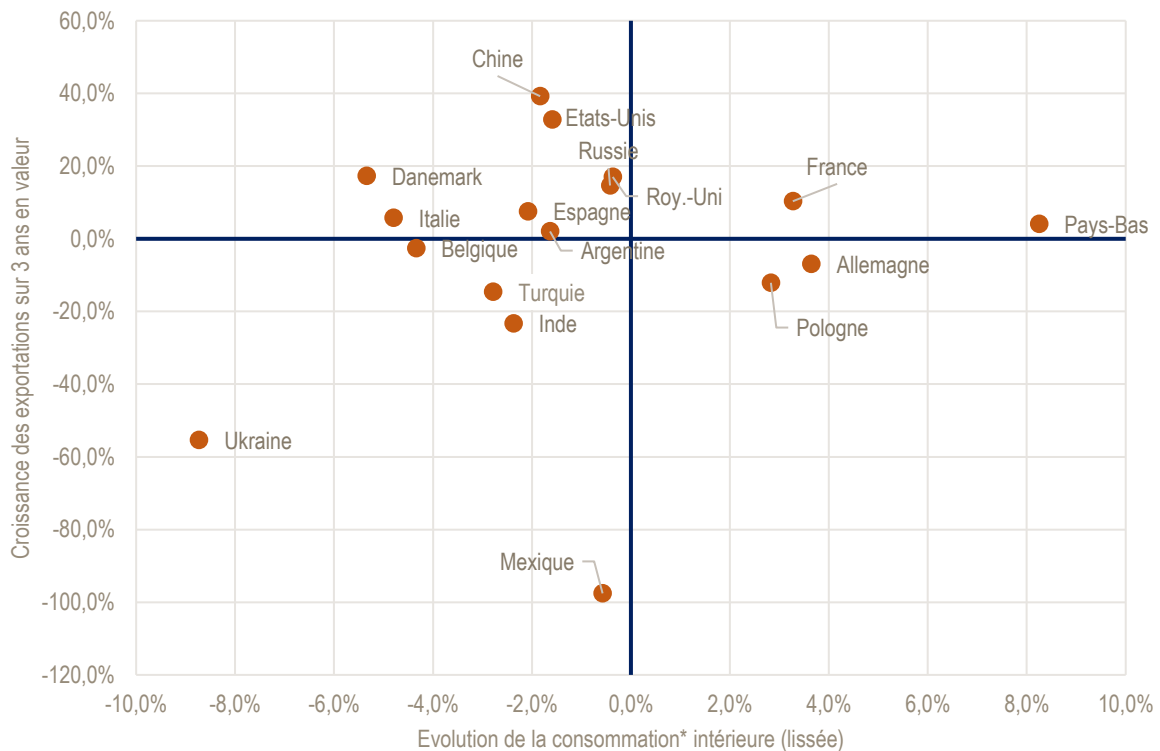
progressé de 2,4 %, principalement les liquides (+11 %). En revanche les exportations des séchés ont reculé de 1,3 %.

En 3^e position arrive l'Espagne qui a maintenu ces performances des années précédentes Tandis que l'Italie a connu de fortes baisses décroche d'un rang.

La Turquie et la Chine ont progressé en 5^e et 7^e position, favorisées par la croissance des exportations vers les marchés cibles.

Malgré le renforcement de la présence de la Belgique sur ces mêmes marchés, le pays reste pénalisé par une faible croissance de la consommation et un recul de la part des ovoproduits dans les exports.

Figure 15 : Croissance des débouchés



Source : Itavi d'après Eurostat, TDM, Sources nationales

Figure 16 : Évolution des importations dans certains marchés cible en valeur et l'évolution de la position des principaux fournisseurs entre 2020 et 2021

Marché	Evol imports (valeur)	Exportateurs favorisés	Exportateurs pénalisés
Hong Kong	+27M€	USA (+8 M€), ML (+8M€), JP (+7 M€)	UA (-3 M€), PL (-1 M€)
Japon	+29 M€	USA (+ 8M€), IT (+7M€), DE (+4 M€)	IN (-1 M€)
Émirats arabes unis	+17 M€	TR (+23 M€), BR (+4 M€)	UA (-10M€), IE (- 1M€)
Corée du Sud	+58 M€	USA (+ 45 M€), CN (+ 7 M€), IT (+2M€)	
Espagne	+13 M€	PT (+3M€), FR (+3M€), IT (+2M€)	
Suède	+14 M€	NL(+ 10M€), DK (+9M€)	PL (-7 M€), IT (-1M€)
Koweït	+20 M€	SA (+9M€), TR (+5M€)	UA (-1M€)
Pologne	+9 M€	DE (+5M€), LT (+2M€)	
Arabie saoudite	-32 M€		UA (-18M€), TR (-7M€), PL (-4M €)
Pays-Bas	-15 M€	BE (+5M€), UK (+3M€)	PL (-20 M€), ES (-2 M€)
Italie	-13 M€	NL (+2M€), RO (+2M€)	ES (-6M€), PL (-6M€), UA (-3M€)
Iraq	-35 M€		IR (-35M€)
Syrienne (République arabe)	-8 M€		TR (-8M€)
Israël	-4 M€		PT (-2M€), ES (-2M€)
R.-Uni	-15 M€	USA (+4M€), HU(+2M€)	IT(-7M€), ES(-5M€), PL(-4M)

Source : Itavi d'après Eurostat et TDM

UE-pays veille : Allemagne, Pays-Bas, Espagne, Italie, Belgique, Pologne, Danemark, Royaume-Uni ;

Moyen-Orient : Irak, Israël, Arabie saoudite, Émirats Arabes Unis, Oman

Asie : Chine+Hong Kong, Japon, Thaïlande, Corée du Sud

CONCLUSION

Après une année 2020 atypique pendant laquelle une crise sanitaire sans précédent a touché le monde entier, l'année 2021 fut une année de reprise progressive de la production et des échanges, notamment des ovoproduits, durement touchés par la fermeture du secteur RHD. Cette même année, le monde a connu la résurgence de l'IAHP notamment en Europe où certains pays ont vu leur production d'œufs reculé après la perte d'une partie du cheptel de pondeuses. En parallèle cette crise d'IAHP a impacté les échanges mondiaux avec l'arrêt de certains flux en provenance des pays touchés et l'émergence d'autres pour répondre au déséquilibre d'approvisionnement.

Le classement des pays en fonction de la compétitivité de leur filières œufs et ovoproduits est restée stable pour les 5 premières places, avec des scores assez proches. Les évolutions restent plutôt minimales et concentrées en milieu de classement.

Les changements constatés sont imputés en grande partie à la reprise post-Covid, l'IAHP et la situation économique. L'impact concerne au premier lieu les échanges mondiaux en œufs et ovoproduits qui dépendent en partie de la situation sanitaire du pays exportateur (ex. IAHP en Pologne) et importateur (ex. IAHP en Corée du Sud). De plus, un pays comme l'Ukraine a été impacté par la faillite de son plus grand acteur (Avangard), ce qui a été traduit par 82 000 téoc en moins sur le marché d'export.

Avec une reprise économique soutenue, l'économie mondiale a fait face à une tendance inflationniste qui a pesé sur les coûts de productions et la revalorisation des prix à l'export. Si cette tendance est partagée dans la majorité des pays, certains ont connu des hausses des coûts de production plus modérée à l'image des États-Unis, de l'Argentine et de la Russie.

Avec l'inflation, les consommateurs trouvent souvent refuge dans les œufs grâce à son caractère abordable par rapport à d'autres sources de protéines. En 2021, le ralentissement de la consommation dans plusieurs pays est d'abord lié à des consommations anormalement élevées en 2020. D'autres éléments entrent également en jeu : une baisse des disponibilités en lien avec l'IAHP, ou l'arrêt de la production dans certains pays pour lesquels la production et la consommation sont étroitement liés au prix de l'aliment et aux prix de vente.

En termes de classement, aux deux premières places, figurent les États-Unis et l'Argentine avec un score qui se creuse entre les deux, respectivement 620 et 599. Ces deux pays sont particulièrement bien positionnés sur les aspects de compétitivité-coût, bénéficiant d'une ressource en matières premières destinée à l'alimentation des volailles abondante. La filière étasunienne bénéficie à la fois d'un grand marché intérieur relativement dynamique mais également d'un positionnement « milieu de gamme » sur les marchés export avec une capacité à adresser des volumes importants (comme ce fut le cas avec les envois vers la Corée du Sud).

La France et la Pologne se situent respectivement à la 3^{ème} (555) et 4^{ème} (557) place du classement 2021. Les atouts de la filière française repose sur un marché intérieur porteur, mais également sur un positionnement sur des ovoproduits à valeur ajoutée.

Celui-ci permet à la France d'être présente sur de nombreux marchés dans et en dehors de l'Union européenne compensant ainsi une compétitivité -prix moyenne comparée à l'UE et inférieure comparée aux principaux exportateurs Pays tiers.

A l'opposé, les forces de la filière polonaise résident dans des coûts de production qui sont les plus faibles des États membres de l'UE et une orientation export tournée vers des produits basiques pour un grand nombre de marchés européens, notamment ceux ayant tourné le dos à la production en cage aménagée comme l'Allemagne. En 2021, l'IAHP a durement touché le pays, qui a perdu sa 3^e place, avec la baisse de la production et une chute des exportations (- 50 000 téoc).

Parmi les pays ayant connu une amélioration significative de la compétitivité de leur filière en 2021, on notera :

- L'Espagne (+2 places) portée à la fois par un potentiel de production en croissance dynamique, une hausse des coûts de production plus modérée et un maintien des marchés (8 clients représentent 80 % des exportations) malgré la légère baisse des exportations d'œufs coquille (- 0,8 %) ;
- La Russie (+2 places) qui continue à moderniser ses élevages et augmenter les capacités de production pour conquérir des nouveaux marchés (Asie) et se recentre davantage sur l'exportation des ovoproduits séchés (+ 22 %). Par ailleurs, les coûts de production, malgré la hausse en 2021, restent à un niveau équivalent des pays européens les plus compétitifs.

La figure 18 met en évidence que, si pour la majorité des pays, leur classement varie d'une année à l'autre autour d'une valeur centrale, ce n'est pas le cas pour la Russie qui a régulièrement amélioré son positionnement entre 2017 et 2021 au même titre que l'Italie.

Les trois pays en queue de classement sont l'Ukraine, la Chine et le Mexique. Pour les deux derniers, - bien que disposant d'un potentiel de production conséquent en relation avec la taille de leur marché intérieur, restent des importateurs nets d'œufs et d'ovoproduits. En revanche, pour l'Ukraine, il s'agit d'un effet conjoncturel (opérateur Avangard), cité dans le début du rapport.

L'analyse de la situation 2021 a mis en évidence l'impact de l'IAHP et de l'inflation sur l'évolution de la compétitivité des filières œufs et ovoproduits avec des effets partagés par la majorité des pays de la veille. Si le secteur a globalement passé l'année 2021 avec plus de résilience, depuis le dernier trimestre, la filière a subi une résurgence de l'IAHP un peu partout en Europe et en Amérique de Nord conjuguée à une forte augmentation des coûts de matières premières et de logistique. L'impact de ces derniers sera plus visible en 2022. La guerre en Ukraine n'a fait qu'accélérer la tendance inflationniste, même si en terme de production et d'exports, l'impact de l'Ukraine reste marginal compte-tenu des performances du pays en 2021.

L'année 2022 connaîtra un ralentissement de la production et des échanges dans plusieurs pays (France, Royaume-Uni, Italie, États-Unis...). L'interdiction de l'élimination des poussins mâles en France et en Allemagne, et l'absence d'un cadre européen à 27, pourraient pénaliser la compétitivité, particulièrement pour la France, qui est bien positionnée sur le marché de l'export par rapport à certains pays de la veille. Les

premiers impacts d'ovo sexage en Allemagne sont déjà visibles avec la forte baisse des éclosions (- 40 %), même si celle-ci est comblée par le recours à l'importation des poulettes d'un jour et prêtes à pondre depuis les Pays-Bas et la Pologne. En France l'impact de l'ovo sexage ne sera visible qu'à partir de 2023.

La crise énergétique et l'évolution de la situation de l'IAHP devraient peser sur la compétitivité en 2022 et 2023. La flambée de ces coûts d'énergie qui touchent tout particulièrement l'Europe et principalement les segments d'ovoproduits notamment séchés (la France est le 4^e exportateur mondial sur ce segment). En outre, pour la France, la forte baisse de la production, accompagnée de la dégradation du solde commercial avec la chute des exports, devrait faire reculer sa position dans le classement.

Figure 17. Scoring final entre pays de la veille concurrentielle pour l'année 2021

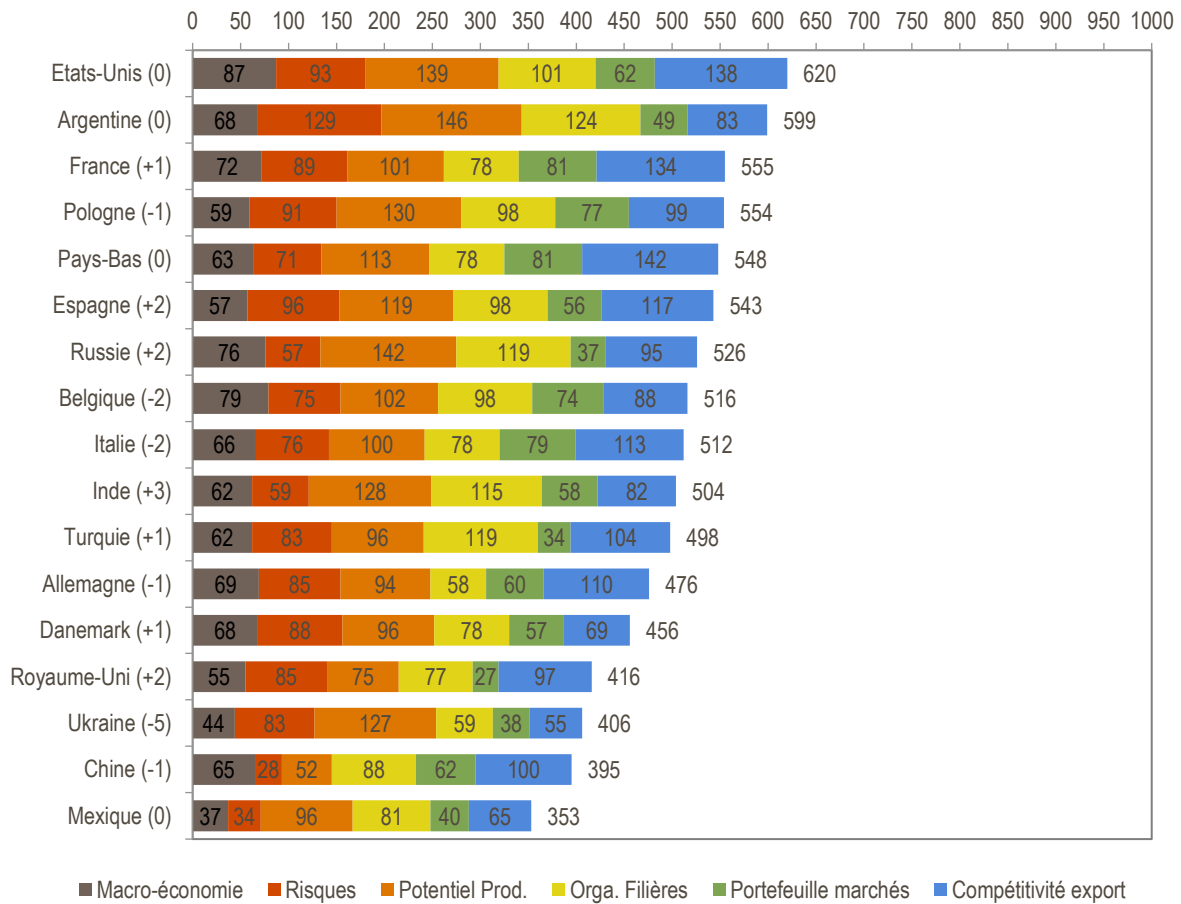
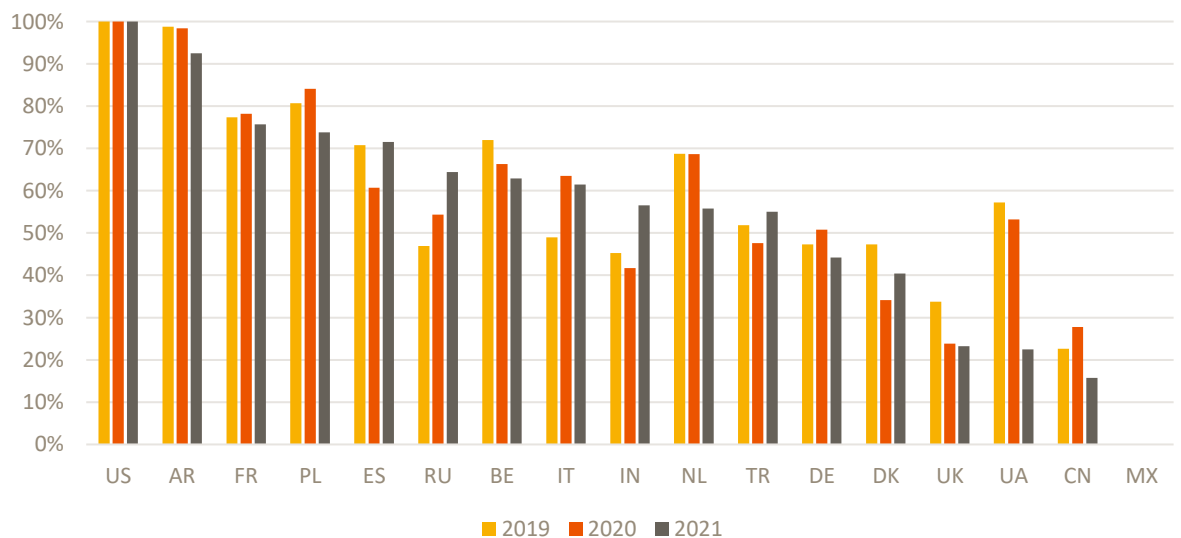


Figure 18. Évolution du scoring normalisé entre 2019 et 2021



lecture : la normalisation du scoring permet d'observer à la fois le niveau entre pays mais aussi l'évolution du ranking d'un même pays. Le premier du classement obtient 100% et le dernier 0%.

Sujet de focus : Conflit en Ukraine

Introduction

Depuis 2021, le marché international de matières premières a connu une tendance inflationniste accélérée par la reprise post-Covid de l'économie mondiale. Avec une demande soutenue, les prix n'ont pas cessé d'augmenter sur toute l'année 2021, impactant les prix d'aliment des volailles et les coûts de production.

Dans ce contexte de prix déjà tendus, la guerre entre les deux grands exportateurs de matières premières que sont l'Ukraine et la Russie a touché lourdement les marchés mondiaux. Ces deux pays représentent 30 % des exportations mondiales de blé et 20 % de celles de maïs. La guerre en Ukraine a stoppé les exportations depuis leurs ports de la mer Noire, entraînant de vives réactions des marchés et une forte volatilité des prix. Sur les marchés à terme entre le 22 février et le 22 mars, la tonne de blé a augmenté de 92 €, la tonne de maïs de 72 €, la graine de colza de 240 € et celle de tournesol de 380 €. Pour certaines matières les cotations étaient même indisponibles. La Russie étant également un grand producteur et exportateur de combustibles, la flambée des cours du gaz et du pétrole a dopé le complexe oléagineux utilisé comme agrocarburant.

Au-delà de l'explosion des cours, la filière française d'œufs de consommation a été particulièrement touchée par de fortes baisses d'approvisionnement en tourteaux de tournesol (Hipro), largement utilisé dans la filière pondeuse. Ce sont notamment les productions sous signe de qualité et cahier des charges non-OGM qui ont été les plus touchées.

L'Ukraine est également parmi les grands producteurs et exportateurs d'œufs de consommation au niveau mondial avec plus de 9 Mds d'œufs coquille produits en 2020 dont 25 % exportés. L'année 2021 avait déjà connu une forte chute de la production (- 22 %) et des exportations (- 60 %) suite à la faillite du 1^{er} acteur ukrainien des œufs (Avangard). Cette baisse préalable a permis de limiter l'impact de la guerre sur les approvisionnements mondiaux en provenance de l'Ukraine.

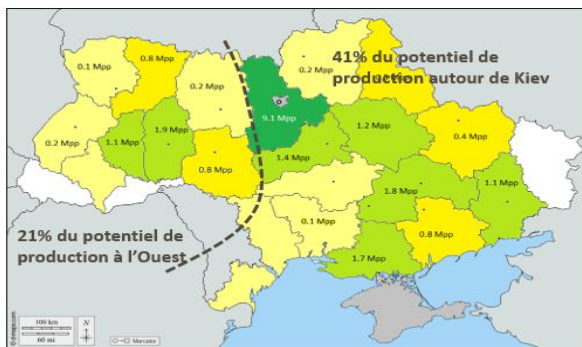
Production déjà fragilisée en 2021

En 2021, la production ukrainienne d'œufs de consommation en filière organisée s'élevait à 7 Mds d'œufs, en baisse de 22 % par rapport à 2020. Cette baisse intervient dans un contexte de bras de fer entre le 1^{er} acteur de la filière, le groupe Avangard et les autorités anti corruptions de l'Ukraine. Ces difficultés ont induit la fermeture de plus 13 sites de production du groupe entre 2019 et 2021 causant la perte de plus des deux tiers des capacités du groupe. Fin 2021 le groupe détenait un peu plus de 10 millions de poules pondeuses.

Cette baisse de production en 2021 s'explique également par la hausse des coûts de production sans que les prix de vente ne suivent la même tendance, mettant en difficulté plusieurs producteurs qui ont dû arrêter la production en 2021.

En 2021, le cheptel moyen de poules pondeuses en production s'élève à 30 millions, contre 42 millions en 2014. L'invasion russe de l'Ukraine a eu des conséquences sur la production ukrainienne, déjà fragilisée depuis 2021. Une grande partie de la production reste concentrée sur des zones moins touchées par la guerre, notamment dans la région de Kiev et dans l'Ouest du pays. Cette répartition géographique a permis de conserver une grande partie du potentiel de la production malgré les pertes accusées dans le Sud et l'Est du pays et l'arrêt momentané durant l'attaque de Kiev (mars-avril).

Figure 198: Nombre moyen de poules pondeuses commerciales par Oblast en Ukraine (2021)



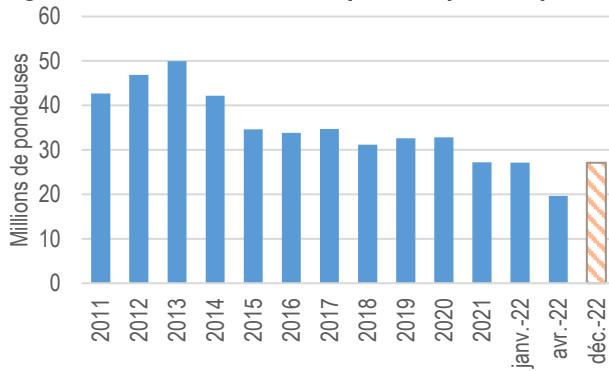
TOTAL 2021 : 27 Mpp commerciales
(capacités 30-35 Mpp)

Source : Itavi d'après Ukrstat

L'Union ukrainienne des éleveurs avicoles estime les pertes de production à 20 % du cheptel national, soit environ 6 millions de poules pondeuses depuis le début de l'invasion (jusqu'à mi-octobre). Les zones les plus touchées sur le long terme sont Donetsk, Kharkif et Kherson. Les élevages dans les 3 zones concernées appartiennent en grande partie à Avangard. Cette dernière a déclaré que l'invasion a causé la perte de 4,4 millions de poules pondeuses et en terme financier, a coûté à l'entreprise plus de 330 millions de dollars de pertes sur l'année 2022. Au global, les préjudices financiers sur la filière œufs ukrainienne dépassent les 500 millions de dollars, dont presque la moitié est liée à la destruction des outils de productions (sites de production et d'élevage).

Après un arrêt partiel de la production dans certaines zones, les activités ont repris progressivement depuis mai 2022, mais cela reste en dessous des niveaux avant-guerre. Par ailleurs, la forte baisse de la demande locale et l'ouverture du marché européen aux exportations ukrainiennes sans droits de douanes a permis de reprendre les exportations et rééquilibrer le marché ukrainien.

Figure 19: Évolution du cheptel de poules pondeuses commerciales en Ukraine



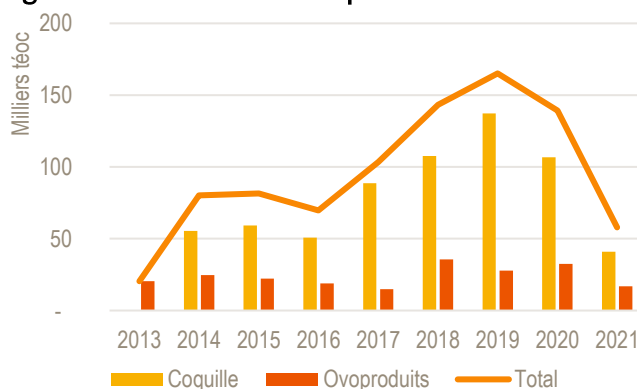
Source : Itavi d'après Ukrstat et presse locale

Historiquement l'Ukraine est parmi les grands exportateurs d'œufs coquille (8^e) et ovoproduits (10^e) au niveau mondial en 2020. De 2014 à 2019, les exportations ont connu une croissance dynamique avec une contribution importante des exportations des œufs coquille. L'IAHP en début 2020 a freiné cette progression notamment vers l'UE sur le 1^{er} semestre 2020. En 2021, la tendance de baisse s'est accélérée (- 60 %) avec la forte baisse de la production locale (- 22 %). Cette baisse concerne à la fois les œufs coquille (- 62 %) et les ovoproduits (- 52 %).

En 2022, d'abord l'inflation qui a pesé sur les producteurs locaux sur les 2 premiers mois puis l'invasion russe de l'Ukraine, ont fait baisser les exportations ukrainiennes. Après un arrêt total des exportations en mars, les ventes ont repris progressivement à partir d'avril avec des volumes inférieurs à ceux de 2021 (déjà en chute).

Sur un cumul de 10 mois 2022, les exportations ont reculé de 28 %. Ce sont principalement les œufs coquille les plus touchés (- 36 % / 2021). En 3 ans, ces exportations ont chuté de 80 %.

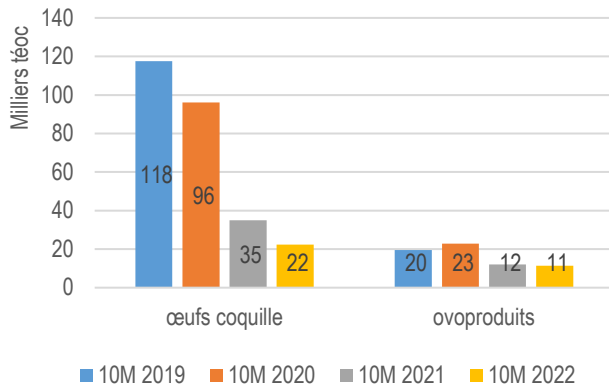
Figure 20: Évolution des exportations ukrainiennes d'œufs et ovoproduits



Source : Itavi d'après TDM

En revanche, les exportations d'ovoproduits ont reculé de seulement 5 % car une grande partie de ces exports sont réalisés par le groupe OvoStar, moins touché par la guerre et dépendant en grande partie du marché communautaire.

Figure 21: Évolution des exportations ukrainiennes d'œufs et ovoproduits sur 10 mois 2019-2022



Source : Itavi d'après TDM

Depuis l'annonce de l'UE de la suppression des droits de douanes pour les importations en provenance de l'Ukraine depuis juin, les exportations vers l'UE ont connu de fortes hausses (+ 58 %) sur 10 mois 2022 par rapport à 2021. Historiquement, l'UE importait peu d'œufs coquille comparativement au volume exporté de l'Ukraine vers les pays tiers. Ainsi, la part d'œufs coquille exportés vers l'UE est passée de moins de 10 % à 52 % en 2022. Des évolutions similaires se sont produites pour les ovoproduits, qui représentaient moins de 50 % en 2019 et qui sont passés à presque 90 % en 2022. Au-delà de la suppression des droits de douanes, les difficultés logistiques sur la Mer Noire et la forte hausse de la demande communautaire ont rendu le marché UE plus attractif pour les opérateurs ukrainiens qui sont déjà présents en Europe (OvoStar est présent en Lettonie).

Tableau 1 : Évolution des exportations ukrainiennes par type de produit et par destination sur 10 mois 2019-2022

	10M 2019	10M 2020	10M 2021	10M 2022	% 22/21
UE-27	16 687	20 894	13 548	21 390	57,9%
œufs coquille	8 808	8 548	7 116	11 556	62,4%
ovoproduits	7 879	12 347	6 432	9 834	52,9%
Pays Tiers	120 436	98 139	33 382	12 333	-63,1%
œufs coquille	108 801	87 585	27 849	10 799	-61,2%
ovoproduits	11 636	10 553	5 533	1 534	-72,3%
Total	137 123	119 033	46 930	33 723	-28,1%

Source : Itavi d'après TDM

En termes d'équilibre sur le marché mondial, l'impact de la guerre en Ukraine reste marginal au vu de la forte baisse déjà constatée en 2021. En revanche, l'arrêt des exportations de l'Ukraine vers certaines destinations (Moyen Orient et Asie) a profité

principalement aux exports de la Turquie, du Brésil et de l'Inde, qui ont récupéré en partie les parts de marché de l'Ukraine.

Flambée des prix des matières premières et des coûts de production au niveau mondial
Bien que la hausse des prix des matières premières ait commencé avant 2022 (fin 2020), la guerre en Ukraine a contribué à l'emballement total des cours, au regard du poids de l'Ukraine et de la Russie dans les approvisionnements mondiaux en céréales et oléagineux. Ainsi, les cours ont pris entre 100 et 180 €/t en prix dans les deux mois qui ont suivi l'invasion russe.

Cette hausse des prix s'est traduite directement sur le coût de l'alimentation animale notamment avicole. Pour la production des œufs comme pour la volaille de chair, le poids de l'aliment dans les coûts de production reste prépondérant (> 65 %). Ainsi, l'année 2022 a enregistré une hausse historique des coûts de production. Cette tendance est partagée par les différents pays mais dans une moindre mesure pour les grands pays exportateurs de matières premières (Etats-Unis, Argentine, Ukraine). De plus, la situation en Ukraine, avec l'accumulation des stocks et la baisse de la demande en fabrication d'aliment ont atténué la hausse des prix qui restées inférieurs à ceux du marché international.

Ainsi, selon les estimations de l'ITAVI, les coûts de production devraient progresser d'au moins 15 à 20 % en 2022 sans prendre en compte l'évolution des coûts hors aliments.

Cette flambée des cours des matières premières s'est accompagnée d'une crise énergétique sans précédent avec la dépendance de l'Europe au gaz russe. Les coûts de l'électricité et du gaz ont connu des progressions comprises entre x1,5 à x10 selon le type de contrat et le moment de renouvellement du contrat. Si certains élevages ont subi de fortes hausses au moment de renouvellement de contrat depuis juin 2022, d'autres restent épargnés car leurs contrats ne prendront fin qu'en 2023 à 2025. De plus une partie des bâtiments avec une puissance souscrite inférieure à 36 KVA reste protégée par le bouclier tarifaire et ils auront des hausses plafonnées à 15 % en 2023.

Le surcoût de l'énergie cumulé sur les différents maillons de la filière œufs avoisinerait en moyenne 5 à 10 % du prix sortie centre. Ce surcoût est encore plus important sur le segment ovoproduits (notamment séchés) où le poids de l'énergie est plus important.

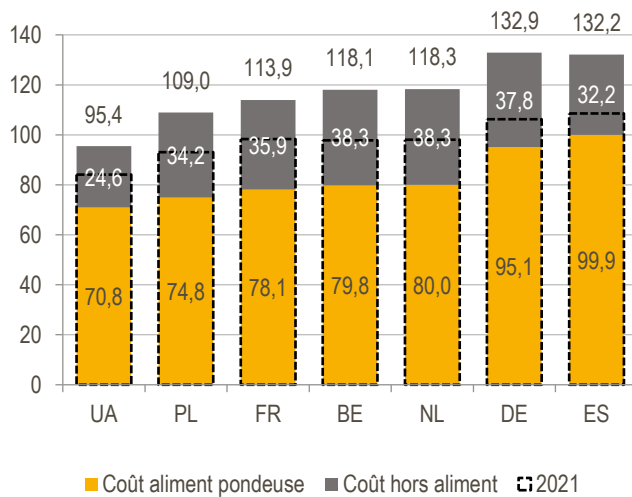
Les prix élevés de l'énergie devraient constituer la norme durant au moins l'année 2023, cela malgré les différents dispositifs d'aides qui ne couvrent qu'une partie des hausses. À cela s'ajoute l'entrée en vigueur de l'ovosexage en France qui pénalise davantage la compétitivité du pays face à la concurrence, notamment européenne.

Avec la situation actuelle du marché, sous approvisionné en lien avec l'IAHP, la demande devrait rester dynamique malgré l'explosion des coûts de productions. Les prix constatés à la fois sur les marchés internes et à l'export permettraient aux opérateurs de maintenir un certain équilibre financier.

L'année 2023 s'annonce difficile en matière de disponibilités, principalement en Europe (Royaume-Uni, Pologne, France, Allemagne...). C'est les conséquences de l'IAHP qui devient endémique notamment en Europe et l'inflation qui pousse les éleveurs à arrêter la production (Royaume-Uni, Pologne). Selon l'évolution de la situation sanitaire dans les prochains mois, les approvisionnements en œufs et ovoproduits devraient rester tendus et trouver leur équilibre d'ici la fin d'année 2023.

Figure 22: Coût de production de l'œuf en coquille - S1 2022*

€/ 100 kg



Source : Estimations Itavi

*non prise en compte l'évolution des autres coûts (MO, énergie, annuités...)

Sujet de focus : IAHP aux États-Unis

Introduction

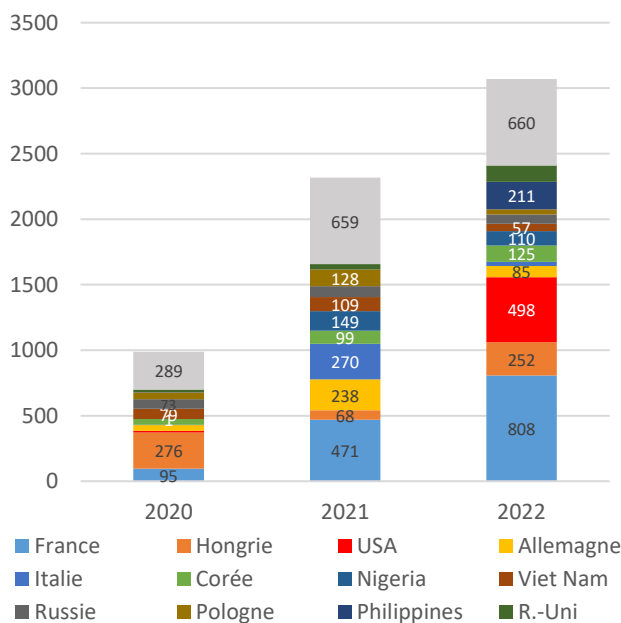
Depuis 2020, la quantité de foyers d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) dans le monde n'a cessé d'augmenter avec un nombre de pays touchés de plus en plus préoccupant notamment sur le continent européen. Si pour l'année 2020, notamment en fin d'année, l'impact a été limité sur la production d'œufs, pour 2021 il en a été tout autre. En effet pour celle-ci, la flambée de cas en Europe a eu un impact important sur les productions palmipède et dinde (France, Italie, Pologne). En 2022, le monde a connu une crise sans précédent en nombre de foyers, de pays et de productions touchés.

Si avant... la filière œufs et ovoproduits, était parmi les productions les moins touchées par l'IAHP, depuis 2021 le contexte a complètement changé. Le nombre de foyers dans les élevages de poudeuses et de poulettes n'a cessé d'augmenter notamment en France, Pologne, Italie, États-Unis et Royaume-Uni.

Entre 2021 et 2022, le nombre de foyers d'IAHP au niveau international a dépassé 5 400 foyers dont 3 200 en Europe (40% en France).

Dans cette note, nous allons dresser un bilan de cette crise précisément durant la saison 2022 et ses conséquences sur la production et les flux pour la production œufs coquille et ovoproduits.

Figure 23: Nombre de foyers d'IAHP par pays depuis 2020

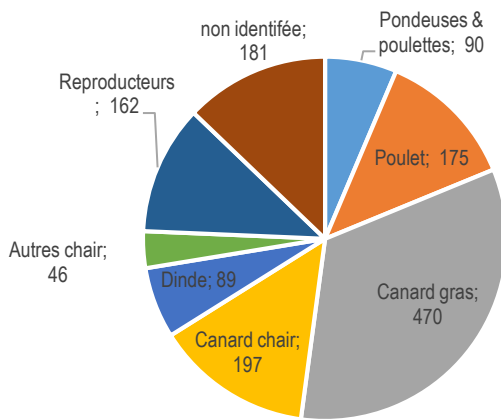


Source : Itavi d'après Empres-i FAO

Une crise d'IAHP sans précédent en 2022

Historiquement, en France, l'IAHP touchait principalement les filières palmipèdes dans le Sud-Ouest. L'année 2022 a connu une circulation active du virus notamment dans les principaux bassins de production dans l'Ouest du pays. Entre l'automne 2021 et l'été 2022, la France a totalisé plus de 1 400 foyers d'IAHP dont 860 aux Pays de la Loire seule. Au total, plus de 20 millions de volailles ont été abattues (animaux positifs + dépeuplement) et des zones règlementées ont été mises en place pour empêcher la propagation des foyers.

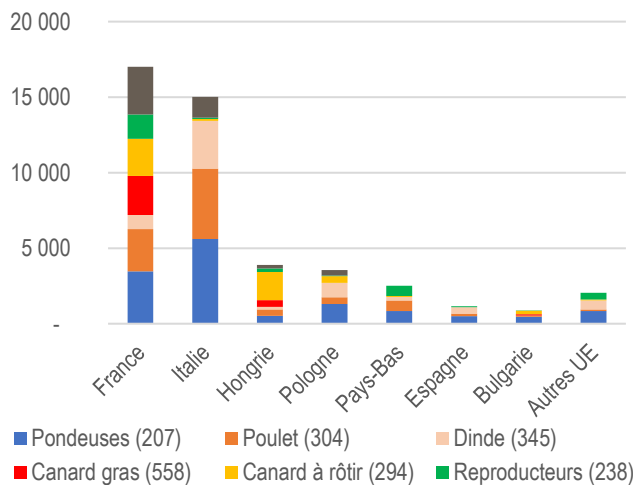
Figure 204: Répartition de nombre de foyers d'IAHP en France par production 2021/2022



Source : Itavi d'après EFSA

Même si le nombre de foyers n'est pas le plus élevé parmi les filières avicoles (90), la filière œufs a enregistré les plus grandes pertes en nombre d'animaux abattus, avec plus de 3 millions de pondeuses et 1,5 million de poulettes.

Figure 25: Répartition de nombre de volailles abattues par espèce en Europe - 2021/2022 (1 000 têtes)



Source : Itavi d'après EFSA et DGAL

En Europe, l'IAHP a été virulente aussi dans d'autres pays puisqu'au total plus de 46 millions de volailles ont été abattues dont 6,6 millions de pondeuses. Les pays les plus touchés pour la filière œufs sont la France, l'Italie et dans une moindre mesure la Pologne. Cela a eu un impact majeur sur la production et la disponibilité des œufs notamment en France et en Italie.

Les États-Unis traversent la pire crise d'IAHP

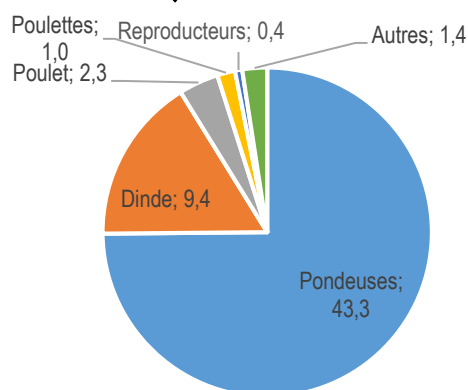
De l'autre côté de l'Atlantique, avec plus de 57 millions de volailles abattues, les États-Unis totalisent la moitié des animaux abattus au niveau mondial en 2022. Contrairement aux crises précédentes, cette fois l'épidémie a commencé tardivement (février 2022) par rapport à la saison et depuis le virus reste toujours en circulation. Le bilan de l'année 2022 fait l'état de 307 foyers dans les élevages commerciaux dans 47 États.

La filière œufs est la plus touchée avec plus de 43 millions de pondeuses abattues et un million de poulettes. Les pondeuses perdues peuvent être réparties sur deux vagues : la première de février à juin avec 31 millions de poules et une deuxième vague entre septembre et décembre avec 12 millions de poules. Ce nombre, correspond approximativement au cheptel d'un pays comme l'Italie ou la Pologne.

L'ampleur de l'impact sur la filière œufs s'explique par la taille des élevages touchés. En effet, 33 élevages seulement ont été touchés avec 5 élevages qui totalisent 20 millions de pondeuses.

Les approvisionnements limités depuis mars 2022 ont impacté les prix d'œufs de gros qui ont augmenté de plus de 200 % atteignant des niveaux records jamais enregistrés.

Figure 26: Répartition de nombre de volailles abattues par espèce aux États-Unis en 2022 (millions de têtes)



Source : Itavi d'après USDA

Une production mondiale en retrait

D'après les estimations de l'Itavi basées sur la compilation de plusieurs sources de données, le cheptel abattu en 2022 en lien avec l'IAHP avoisine les 65 millions de pondeuses au niveau mondial, l'équivalent d'une production sur une année de 1,5 Mtéc.

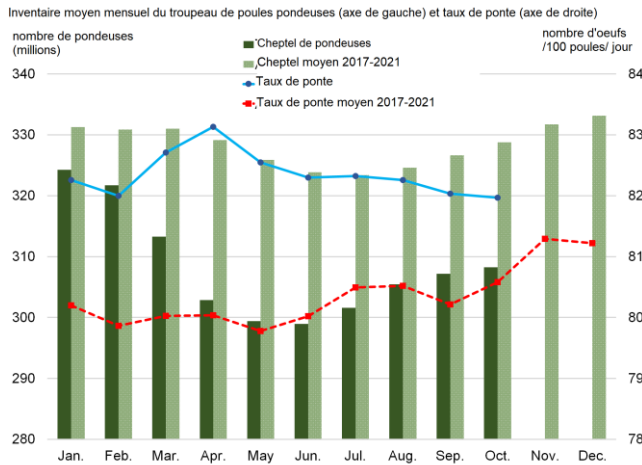
En Europe, la perte du cheptel pouleuse a eu un impact sur la production avec une baisse sur l'année 2022 de 3,5 %. La baisse est imputée principalement à la baisse en France (- 8 %), Pologne (- 7 %), République tchèque (- 8 %) et Allemagne (- 2 %).

En France, malgré un été relativement calme, le nombre de mises en place n'a pas suffi à compenser les pertes en cheptel. En janvier 2023, la filière française manque toujours de 3 à 4 millions de pouleuses et la résurgence des cas de l'IAHP depuis la fin d'année 2022 ne favorise pas un retour rapide à la normal.

Depuis septembre 2022 et jusqu'à décembre, l'Europe a abattue un peu moins de 5 millions de poules, dont la moitié au Royaume-Uni. Ce dernier a vu sa production chuter depuis le début d'année 2022. Chez notre voisin d'Outre-Manche, les mises en place de poulettes d'un jour ont connu une baisse de 18 % sur le 1^{er} semestre 2022, induisant une forte chute de la production à partir de septembre. Enfin, la propagation de l'IAHP au dernier trimestre a empiré la situation en fin d'année.

Aux États-Unis et malgré une perte de plus de 13 % du cheptel national, le maintien des lots en production, et la réalisation des mues a fortement stimulé le taux de ponte qui a dépassé 83% contre 80 à 81 % habituellement. Ainsi la production annuelle n'a baissé que de 2,5 % en 2022. La hausse des prix des œufs (+ 280 %) a incité les producteurs à allonger la durée des élevages et pratiquer la mue. Une rémunération à ce niveau compense les pertes de productivité.

Figure 27: Évolution mensuelle du cheptel de pouleuses en production et le taux de ponte (millions de têtes)



Source: USDA, Economic Research Service using data from USDA, National Agricultural Statistics Service.

Source : Itavi d'après USDA

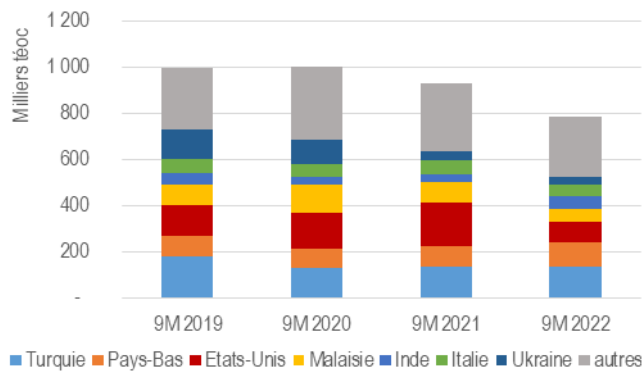
Ralentiement des échanges internationaux

Les échanges internationaux en œufs coquille et en ovoproduits ont connu de fortes évolutions structurelles depuis 2019, en lien avec des évolutions géopolitiques (baisse des importations en Iraq), effet de la crise Covid-19 et raisons sanitaires (IAHP). Avec la baisse du poids de certains pays historiquement exportateurs nets, une tendance de déconcentration s'opère depuis quelques années. L'IAHP a fortement perturbé les flux sur les deux dernières années, avec des restrictions à l'import depuis certains pays

et à l'inverse, certains pays touchés ont largement augmenté leurs importations pour faire face à la baisse de la production intérieure (France, Corée du Sud, Taiwan...).

Sur les 9 premiers mois de l'année 2022, les échanges mondiaux en œufs et ovoproduits (hors échanges intra-UE, et la Russie) ont reculé de 25 % en volume. Si les ovoproduits sont restés stables, les exportations en œufs coquille ont connu un recul de 15 %, conséquence de la grippe aviaire. Les États-Unis contribuent à 60 % de cette baisse. Le reste est lié au recul des ventes de la Malaisie (arrêts des élevages) et l'Ukraine (guerre). Par leur nature, les ovoproduits sont souvent moins concernés par les restrictions liées à l'IAHP. Malgré le maintien des échanges, certains pays touchés par l'IAHP ont perdu des parts de marché (France, États-Unis, Italie...) au profit des Pays-Bas, de l'Inde, du Brésil et du Maroc. D'après les estimations de l'ITAVI, 250 000 téoc d'œufs supplémentaires dans les échanges sont nécessaires pour satisfaire à la demande sur l'année 2022.

Figure 28: Évolution des exportations mondiales d'œufs coquille et ovoproduits entre 2019-2022



Source : Itavi d'après TDM

Les exportations de l'UE en œufs et ovoproduits vers les pays tiers sur 9 mois 2022 sont en baisse de 6 % avec une baisse en œufs coquille de 23 % principalement liée à l'inflation. En effet, les exportations vers l'Afrique subsaharienne sont les plus touchées (- 60 %) plutôt en lien avec l'inflation et seulement de - 16 % vers l'Asie en lien avec l'IAHP.

Les échanges intra-UE, quant à eux, sont en baisse de 2 % sur les 9 premiers mois 2022. Le manque de disponibilités a plutôt touché les échanges œufs coquille qui sont en baisse de 12 %, imputée à la France (- 43 %), les Pays-Bas (- 48 %) et la Belgique (- 24 %). En revanche les exportations des pays de l'Europe de l'Est ont augmenté leurs expéditions en œufs coquille à l'image de la Roumanie (+ 86 %), la Slovaquie (+ 151 %), la Pologne (+ 65 %), profitant d'un prix plus élevé en Europe de l'Ouest et un recul des consommations intérieures en lien avec l'inflation.

En ovoproduits, les échanges intra-UE ont connu de fortes hausses (+ 17 %), avec une hausse des envois des Pays-Bas (+ 17 %), de l'Allemagne (+ 36 %) et de l'Autriche (+ 45 %). Ainsi, la part des ovoproduits dans les échanges progresse et passe de 37 % en 2021 à 45 % en 2022.

Tableau 2 : Évolution des échanges intra-UE en œufs coquille et ovoproduits sur 9 mois 2019-2022 (en téoc)

	9M 2019	9M 2020	9M 2021	9M 2022	%22/21
Pays-Bas	362 186	383 289	445 406	321 953	-28%
Pologne	218 542	216 875	155 568	210 675	35%
Allemagne	107 170	90 984	95 309	102 839	8%
Espagne	93 096	101 375	97 703	96 517	-1%
France	53 954	59 100	70 564	55 688	-21%
Belgique	88 229	104 656	67 186	52 738	-22%
Lettonie	23 324	22 994	24 073	38 231	59%
Italie	42 799	34 622	35 149	38 080	8%
Autres	135 830	131 945	117 313	164 258	40%
Total	1 125 130	1 145 840	1 108 271	1 080 978	-2%

Source : Itavi d'après TDM

Les États-Unis ont enregistré une baisse de 54 % des exportations sur 10 mois 2022, en conséquence des restrictions à l'import imposées par les principaux clients historiques. Cette baisse concerne à 60 % les marchés asiatiques et à 35 % le Mexique qui a arrêté les importations de tous les produits avicoles depuis les États-Unis. Ainsi, l'IAHP a durement pénalisé le pays qui recule au 3^e rang des plus grands exportateurs après avoir été le 1^{er} pendant deux ans.

Tableau 3 : Évolution des exportations des États-Unis en œufs coquille et ovoproduits sur 10 mois 2019-2022 (en téoc)

	10M 2019	10M 2020	10M 2021	10M 2022	%22/21
Œufs coquille	91 741	90 744	129 016	42 568	-67%
Mexique	17 245	30 917	35 864	2 804	-92%
Hong Kong	33 406	29 297	33 682	10 766	-68%
Corée du Sud	12	6	27 745	7	-100%
Canada	30 264	13 180	14 367	17 314	21%
Autres	10 814	17 344	17 358	11 676	-33%
Ovoproduits	67 100	82 576	78 295	52 145	-33%
Canada	18 133	23 942	23 814	19 046	-20%
Japon	13 664	16 240	20 923	15 205	-27%
Corée du sud	2 694	4 420	15 439	7 051	-54%
Mexique	11 414	17 700	6 847	3 568	-48%
Autres	21 194	20 275	11 271	7 275	-35%
Total	158 841	173 320	207 311	94 712	-54%

Source : Itavi d'après TDM

Le secteur d'œufs connaît la pire crise de son histoire avec une forte baisse des disponibilités en lien avec l'IAHP mais aussi la crise énergétique. Les échanges mondiaux ont connu des ralentissements conséquences de l'IAHP. Si certains pays ont été durement touchés, d'autres ont tirés leurs épingles du jeu profitant d'un statut indemne et d'un prix compétitif au regard de l'emballage des cours dans les zones

touchées (Europe, Royaume-Uni et États-Unis). Par ailleurs, l'inflation et la crise économique ont aggravé la situation avec des reports de consommation sur des sources de protéines les moins chères, induisant à une forte demande et une envolée des prix. Avec la résurgence de l'IAHP depuis la fin d'année 2022, les approvisionnements devraient rester tendus durant l'année 2023 avec un maintien des prix très élevés.


LES ÉTUDES

Veille concurrentielle internationale œufs et ovoproduits - Données 2021
édition janvier 2023

Directrice de la publication : Christine Avelin
Rédaction : direction Marchés, études et prospective
Conception et réalisation : service Communication / Impression : service Arborial



12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 20002 / 93555 MONTREUIL Cedex
Tél. : 01 73 30 30 00 ■ www.franceagrimer.fr

 FranceAgriMer
 @FranceAgriMerFR